



Assemblée générale

UN LIBRARY

OCT 1 - 1992

UN/EA COLLECTION

Distr.
GENERALE

A/47/412
23 septembre 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANCAIS

Quarante-septième session
Point 93 de l'ordre du jour

DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION

Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les
droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit
des peuples à l'autodétermination

Note du Secrétaire général

Conformément à la résolution 46/89 de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1991, et à la résolution 1992/6 de la Commission des droits de l'homme, en date du 21 février 1992, le Secrétaire général a l'honneur de communiquer aux membres de l'Assemblée générale le rapport préliminaire établi par M. Enrique Bernales Ballesteros (Pérou), Rapporteur spécial sur la question de l'utilisation de mercenaires.

ANNEXE

Rapport préliminaire sur la question de l'utilisation
 de mercenaires comme moyen de violer les droits de
 l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples
 à l'autodétermination, établi par le Rapporteur spécial
 de la Commission des droits de l'homme

TABLE DES MATIERES

	Paragraphes	Page
I. INTRODUCTION	1 - 5	3
II. ACTIVITES DU RAPPORTEUR SPECIAL	6 - 35	4
A. Déroulement du programme d'activité	6 - 7	4
B. Correspondance	8 - 35	4
III. MANIFESTATION DES ACTIVITES DE MERCENAIRES	36 - 50	21
IV. ACTIVITES DE MERCENAIRES EN AFRIQUE	51 - 96	24
A. Aspects généraux	51 - 58	24
B. Angola	59 - 63	27
C. Libéria	64 - 70	28
D. Mozambique	71 - 84	30
E. Afrique du Sud	85 - 96	33
V. PRESENCE DE MERCENAIRES DANS L'ANCIENNE YOUgoslavie	97 - 109	37
VI. ETAT ACTUEL DE LA CONVENTION INTERNATIONALE CONTRE LE RECRUTEMENT, L'UTILISATION, LE FINANCEMENT ET L'INSTRUCTION DE MERCENAIRES	110 - 115	41
VII. CONCLUSIONS	116 - 131	43
VIII. RECOMMANDATIONS	132 - 142	47

I. INTRODUCTION

1. Par sa résolution 46/89 du 16 décembre 1991, l'Assemblée générale a réaffirmé que l'utilisation, le recrutement, le financement et l'instruction de mercenaires étaient des infractions qui préoccupaient gravement tous les Etats et violaient les objectifs et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies (par. 3). Elle a dénoncé tout Etat qui persistait à recruter des mercenaires, ou en permettait ou tolérait le recrutement, et leur fournissait des facilités pour lancer des agressions armées contre d'autres Etats (par. 5). Elle a également demandé instamment à tous les Etats de prendre les mesures nécessaires et de faire preuve d'une extrême vigilance s'agissant de la menace que constituaient les activités des mercenaires, et de faire en sorte, par des mesures à la fois administratives et législatives, que leur territoire et les autres territoires relevant de leur autorité, aussi bien que leurs ressortissants, ne soient pas utilisés pour le recrutement, le rassemblement, le financement, l'instruction et le transit de mercenaires, ni pour la planification d'activités visant à déstabiliser ou à renverser le gouvernement d'un Etat quel qu'il soit et à combattre les mouvements de libération nationale qui luttent contre le racisme, l'apartheid, la domination coloniale et l'intervention ou l'occupation étrangères (par. 6).

2. L'Assemblée générale a demandé à tous les Etats d'apporter une aide humanitaire aux victimes de situations résultant de l'utilisation de mercenaires, de la domination coloniale ou étrangère ou de l'occupation étrangère (par. 7). Elle a réaffirmé que l'utilisation des voies de l'assistance humanitaire et autre pour financer, instruire et armer des mercenaires était inadmissible (par. 8) et a invité tous les Etats qui n'avaient pas encore adhéré à la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires ou qui ne l'avaient pas encore ratifiée à envisager de prendre rapidement des dispositions pour le faire. L'Assemblée a condamné la poursuite du recrutement, du financement, de l'instruction, du rassemblement, du transit et de l'utilisation de mercenaires, ainsi que toutes les autres formes d'appui aux mercenaires, visant à déstabiliser et à renverser les gouvernements des Etats d'Afrique et d'autres Etats en développement, ainsi qu'à combattre les mouvements de libération nationale des peuples qui luttent pour l'exercice de leur droit à l'autodétermination (par. 2). Elle a également noté avec une profonde préoccupation que le régime raciste d'Afrique du Sud avait recours à des groupes de mercenaires armés contre des mouvements de libération nationale et aux fins de déstabilisation des gouvernements des Etats de l'Afrique australe (par. 4). L'Assemblée générale a pris acte avec satisfaction du rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme (A/46/459, annexe) (par. 1) et a prié ce dernier de lui présenter à sa quarante-septième session un rapport sur l'utilisation des mercenaires, qui tienne spécialement compte des éléments supplémentaires mis en relief dans son rapport (par. 10).

3. A sa quarante-huitième session, la Commission des droits de l'homme a examiné le neuvième rapport du Rapporteur spécial (E/CN.4/1992/12) et a adopté, sans la mettre aux voix, la résolution 1992/6, en date du

/...

21 février 1992, dans laquelle, prenant acte avec appréciation de ce rapport, elle décidait de proroger de trois ans le mandat du Rapporteur spécial, afin de lui permettre de réaliser de nouvelles études sur l'utilisation des mercenaires et de faire, en conséquence, des recommandations à la Commission (par. 3), et priait le Rapporteur spécial de lui présenter, lors de sa quarante-neuvième session, un rapport sur tous faits nouveaux concernant l'utilisation de mercenaires où que ce soit dans le monde (par. 4). La Commission a réaffirmé que le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires devraient être considérés comme des infractions qui préoccupaient très sérieusement tous les Etats (par. 1) et a invité tous les Etats qui ne l'avaient pas encore fait à envisager de prendre rapidement des mesures pour ratifier la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, ou pour y adhérer (par. 2).

4. Par sa décision 1992/225 du 20 juillet 1992, le Conseil économique et social a approuvé la résolution 1992/6 de la Commission des droits de l'homme.

5. Conformément aux dispositions des résolutions susmentionnées, le Rapporteur spécial a l'honneur de présenter à l'Assemblée générale, à titre préliminaire, son dixième rapport sur la question de l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination.

II. ACTIVITES DU RAPPORTEUR SPECIAL

A. Déroulement du programme d'activité

6. Le Rapporteur spécial s'est rendu à Genève le 26 janvier 1992 en vue d'ouvrir, en sa qualité de Président sortant, la quarante-huitième session de la Commission des droits de l'homme et de présenter à celle-ci, par la même occasion, son neuvième rapport (E/CN.4/1992/12). Le 29 janvier 1992, à la 3e séance de la session de la Commission, le Rapporteur spécial a présenté son rapport au titre du point 9 de l'ordre du jour, relatif au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son application aux peuples assujettis à une domination coloniale ou étrangère, ou à l'occupation étrangère. Durant son séjour à Genève, le Rapporteur spécial s'est entretenu avec les représentants de plusieurs Etats et a rencontré les représentants d'organisations non gouvernementales. Il a également tenu des séances de coordination avec le Centre pour les droits de l'homme, notamment avec la Section des procédures spéciales.

7. Le Rapporteur spécial s'est de nouveau rendu à Genève du 12 au 18 juillet 1992 pour tenir des consultations, avoir des entretiens et définir les grandes lignes du présent rapport préliminaire.

B. Correspondance

8. Le 29 novembre 1991, la Mission permanente de la République des Maldives auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York a adressé au Rapporteur spécial une note verbale libellée comme suit :

/...

"La République des Maldives a été victime d'une attaque de mercenaires le 3 novembre 1988. A l'invitation du Ministre des affaires étrangères, le Rapporteur spécial sur la question de l'utilisation de mercenaires s'est rendu aux Maldives et a établi un rapport intitulé 'Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination; note du Secrétaire général', publié comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 103 de l'ordre du jour, intitulé 'Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux' (A/45/488).

Les pays d'Asie du Sud sont en proie à de nombreuses tensions politiques, tant internes qu'externes. Les agissements des groupes de militants séparatistes dans certains pays de la région peuvent être à l'origine d'activités mercenaires de nature à porter atteinte à la souveraineté de petits pays comme les Maldives. L'attaque armée lancée contre le pays le 3 novembre 1988 était d'ailleurs directement inspirée par un des mouvements séparatistes au Sri Lanka.

La République des Maldives a signé la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires. A l'heure actuelle, le Gouvernement envisage sérieusement de ratifier la Convention et de promulguer des lois tendant expressément à réprimer les infractions visées par ladite convention. L'alinéa 6) de l'article 46 du titre 2 du Code pénal maldivien (loi No 21/81 du 15/5/1481 H) interdit déjà l'instruction militaire illégale d'individus."

9. Dans une communication en date du 3 décembre 1991, le Ministre des affaires étrangères de la République de Guinée a répondu à la lettre du Rapporteur spécial, datée du 18 octobre 1991, demandant un complément d'information sur les attaques de mercenaires dont la Guinée s'était plainte. Ces attaques, qui étaient le fait d'hommes armés de la faction rebelle libérienne dirigée par Charles Taylor, avaient eu pour théâtre le sud-ouest du territoire guinéen (voir infra, chap. IV, sect. C).

10. Dans une note verbale datée du 16 janvier 1992, la Mission permanente de la République arabe d'Egypte auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a transmis la communication suivante du Ministère de l'intérieur :

"Au sujet des informations sollicitées par le Rapporteur spécial sur la question de l'utilisation de mercenaires, j'ai l'honneur de déclarer qu'il n'y a en Egypte aucune activité de mercenaires susceptible de porter atteinte à la souveraineté nationale.

Nul n'ignore que l'Egypte condamne invariablement l'utilisation, l'instruction et l'organisation de mercenaires lors des divers conférences et séminaires internationaux consacrés à la question. Elle est par ailleurs à l'avant-garde de l'action menée au sein de l'Organisation de l'unité africaine dans ce domaine.

/...

En ce qui concerne la législation égyptienne en la matière, la sanction la plus couramment appliquée consiste à déchoir de sa nationalité tout Egyptien qui s'enrôle dans une organisation étrangère ou entre au service militaire d'un Etat étranger sans avoir obtenu le consentement des autorités égyptiennes compétentes.

La législation réprime également quiconque rassemble des soldats ou commet un acte d'agression contre un Etat étranger sans l'autorisation du Gouvernement et expose, ainsi, le pays à un risque de guerre ou à la rupture de relations diplomatiques."

11. Dans une communication datée du 23 janvier 1992, la Mission permanente des Bahamas auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Rapporteur spécial de ce qui suit :

"Le Commonwealth des Bahamas n'est partie à aucun traité international concernant les activités de mercenaires. Seul le titre XXIV du Code pénal, Recueil de lois révisé des Bahamas de 1987, chapitre 77, vise certains aspects ayant trait à ce type d'activités."

12. La Mission permanente des Bahamas a joint à sa communication une description des dispositions pénales qui qualifient diverses infractions parmi lesquelles les activités de mercenaires (atteintes à la sûreté de l'Etat, trahison, sédition, émeutes, rassemblements et réunions illégaux, recrutement illégal, instruction illégale, infractions contre la paix publique, troubles de l'ordre public, etc.) pourraient être rangées.

13. En application de la résolution 46/89 de l'Assemblée générale et de la résolution 1992/6 de la Commission des droits de l'homme, le Rapporteur spécial a envoyé, le 13 avril 1992, une communication à tous les Etats Membres de l'Organisation leur demandant des informations sur les points suivants :

a) L'existence éventuelle d'activités de mercenaires (recrutement, utilisation, financement, transport ou instruction de mercenaires), qui, en violation de la souveraineté et des lois de leur pays, pourraient s'être produites ou se produire sur leur territoire;

b) L'existence éventuelle d'activités de mercenaires sur le territoire d'un autre pays qui porteraient atteinte ou risqueraient de porter atteinte à la souveraineté de leur Etat et à l'exercice du droit de leur peuple à disposer de lui-même;

c) L'existence éventuelle d'activités de mercenaires sur le territoire d'un autre pays qui porteraient atteinte ou risqueraient de porter atteinte à la souveraineté d'autres pays de leur sous-région, région ou continent, ainsi qu'à l'exercice du droit d'autres peuples à disposer d'eux-mêmes;

d) La législation interne actuellement en vigueur dans leur pays et les traités internationaux auxquels leur pays était partie en ce qui concerne l'interdiction des activités de mercenaires et de leur utilisation comme moyen de porter atteinte à la souveraineté d'autres Etats et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes;

e) La position de leur gouvernement à l'égard de la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, adoptée par l'Assemblée générale le 4 décembre 1989;

f) Les suggestions qui, de l'avis de leur gouvernement, pourraient contribuer à enrichir le débat international sur la question de l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination.

14. Le 16 avril 1992, la Mission permanente de l'Arabie saoudite auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a répondu comme suit à la communication du Rapporteur spécial mentionnée au paragraphe précédent :

"a) Il n'existe aucune activité de mercenaires en Arabie saoudite;

b) Aucune activité de mercenaires dans les territoires voisins ne porte atteinte à la souveraineté de l'Arabie saoudite et à l'exercice du droit de son peuple à l'autodétermination;

c) La législation interne actuellement en vigueur en Arabie saoudite et les traités internationaux auxquels elle est partie sont conformes aux dispositions ordinaires du droit international et du droit interne relatives aux activités de mercenaires;

d) L'Arabie saoudite a accepté la Convention internationale adoptée par l'Assemblée générale le 4 décembre 1989;

e) L'Arabie saoudite n'a aucune suggestion à soumettre sur cette question, dont les organisations internationales compétentes traitent comme il convient."

15. Dans une lettre datée du 27 avril 1992, la Mission permanente de la République de Guinée équatoriale a répondu à la communication du Rapporteur spécial dans les termes suivants :

"Le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale assure le Rapporteur spécial qu'il n'a jamais existé d'activités de mercenaires sur son territoire et qu'il ne tolère et n'a jamais toléré la présence de mercenaires sur son territoire.

Toutefois, il n'est pas en mesure de savoir si de telles activités existent à l'extérieur des frontières du pays; il peut simplement garantir que le pays ne se sent aucunement menacé et que rien ne porte atteinte à sa souveraineté."

16. Dans une communication datée du 6 mai 1992, la Mission permanente de la République du Kenya auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a informé le Rapporteur spécial de ce qui suit :

/...

"Mon gouvernement partage les inquiétudes de nombreuses autres nations pacifiques touchant l'utilisation de mercenaires et condamne totalement leur recrutement, leur utilisation, leur financement et leur instruction; il est d'ailleurs l'un des auteurs de la résolution 1992/6 du 21 février 1992 sur l'utilisation de mercenaires.

Nous n'avons toutefois pas été directement touchés par des activités de mercenaires et ne sommes par conséquent pas en mesure de vous fournir les informations demandées. Je ne manquerai pas de vous communiquer tout renseignement sur ce sujet susceptible de vous intéresser."

17. Dans une communication datée du 8 mai 1992, la Mission permanente du Sultanat d'Oman auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a informé le Rapporteur spécial de ce qui suit :

"Le Gouvernement du Sultanat d'Oman, ayant examiné les questions posées dans votre lettre du 13 avril 1992, tient à affirmer qu'il n'existe aucune activité de mercenaires sur le territoire du Sultanat d'Oman et qu'il ne mène ni n'appuie aucune activité de mercenaires sur le territoire d'autres pays."

18. Le 2 juin 1992, la Mission permanente du Grand-Duché de Luxembourg auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a transmis la réponse ci-après du Ministère de la justice luxembourgeois à la communication du Rapporteur spécial :

"a) Aucune activité de mercenaires ne s'est produite ou risque de se produire au Luxembourg;

b) Aucune activité du genre de celles que vous mentionnez n'existe actuellement;

c) Aucune activité de ce genre n'a été portée à la connaissance du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en ce qui concerne les Etats membres de la Communauté européenne, dont le Luxembourg fait partie;

d) Le Luxembourg ne possède pas de loi qui incrimine les activités de mercenaires proprement dites. En effet, étant donné que ces activités sont inconnues au Luxembourg, il n'y a eu jusqu'à présent aucune nécessité d'interdire les différentes formes de ces activités. Le Luxembourg possède toutefois certaines incriminations qui pourraient, le cas échéant, servir de base légale dans des poursuites lancées contre les auteurs ou les complices d'activités de mercenaires. Ces incriminations, alors même qu'elles ne visent pas spécifiquement les activités des mercenaires, pourraient permettre toutefois d'incriminer au moins certains comportements liés aux activités de mercenaires :

- La loi du 8 août 1985 portant répression du génocide;
- Les articles 322 à 326 du Code pénal relatifs à l'association de malfaiteurs;

/...

- L'article 68 du Code pénal relatif à la participation criminelle;
- L'article 331 du Code pénal relatif à la proposition de commettre un crime;
- Les articles 137, 138 et 141 du Code pénal relatifs aux délits relatifs à l'exercice des droits politiques;
- Les articles 113 à 135 du Code pénal relatifs aux crimes et délits contre la sûreté extérieure et intérieure de l'Etat;
- Les articles 233 à 236 du Code pénal relatifs à la coalition des fonctionnaires.

Le Luxembourg ne fait actuellement pas partie d'une convention ou d'un traité international portant sur l'interdiction des activités de mercenaires.

e) Le Luxembourg n'a, à ce stade, pas d'avis à émettre sur la convention à laquelle référence est faite;

f) Le Luxembourg n'a pas de suggestions à faire à ce sujet.

Nous restons à votre disposition pour tous autres renseignements que vous souhaiteriez obtenir."

19. Dans une communication en date du 29 avril 1992, la Mission permanente de la République de Saint-Marin auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a indiqué qu'elle avait transmis à son gouvernement la communication du Rapporteur spécial.

20. Le 18 mai 1992, la Mission permanente de la Principauté de Liechtenstein auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York a informé le Rapporteur spécial de ce qui suit :

"a) Il n'existe ni sur le territoire de la Principauté de Liechtenstein ni sur celui d'un autre pays des activités telles que décrites;

b) La loi sur la protection de l'Etat du 14 mars 1949, article 15, stipule que toute personne qui, étant citoyen de Liechtenstein, entre au service militaire d'un autre pays sans avoir obtenu le consentement du Gouvernement, sera condamnée à trois années de prison au maximum;

c) Pour le moment, nous n'avons aucune suggestion à vous soumettre."

21. Dans une communication datée du 2 juin 1992, la Mission permanente de la République du Venezuela auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a indiqué ce qui suit :

/...

"Je vous certifie que si la loi vénézuélienne ne mentionne pas expressément le terme 'mercenaire', il est des principes et normes juridiques qui, sans définir le mercenariat à l'exemple de la résolution 43/106 de l'Assemblée générale, confirment l'attachement du Venezuela à la libre détermination des peuples et au respect de la souveraineté. L'utilisation de mercenaires est donc interdite et sanctionnée sans la moindre équivoque par la législation en vigueur (Constitution nationale, Code pénal, Code de justice militaire et loi sur les armes et explosifs)."

22. La Mission permanente du Venezuela a rappelé qu'elle avait notamment signalé ce qui suit dans une communication datée du 28 juin 1989 :

"Le Gouvernement a pour politique d'accorder la plus haute importance à la réalisation universelle du droit des peuples aux libertés fondamentales et à l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux pour garantir la pleine jouissance des droits de l'homme, conformément aux principes consacrés par le préambule de la Constitution nationale : égalité sociale et juridique, sans aucune discrimination, respect des souverainetés; autodétermination des peuples; garantie universelle des droits individuels, répudiation de la guerre, de la conquête et de l'emprise économiques en tant qu'instruments de politique internationale.

Touchant la question de la décolonisation, il convient de souligner que le Venezuela a réaffirmé, dans diverses instances internationales, son attachement au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, consacré par la résolution 1414 (XV) de l'Assemblée générale et par la Charte des Nations Unies (...).

Concernant les renseignements sollicités sur l'existence d'activités mercenaires, aussi bien dans leurs phases préliminaires que dans la réalisation, à l'initiative des mercenaires ou à l'instigation d'un tiers, d'actions ayant pour but d'organiser des interventions militaires affectant la souveraineté et la libre détermination d'un peuple, et en particulier sur la présence de recruteurs et de mercenaires utilisant le territoire du pays pour organiser des activités mercenaires, le Venezuela signale qu'il n'y a pas d'activités mercenaires sur son territoire.

Le Gouvernement vénézuélien ne dispose pas d'informations dignes de foi, précises et vérifiables sur des activités similaires en dehors du territoire national, dans des zones susceptibles d'affecter l'ensemble de la région, le continent ou divers pays, en les soumettant à l'intervention d'une puissance étrangère ou d'un groupe privé utilisant des mercenaires pour commettre une agression.

S'agissant des traités internationaux ayant trait aux activités de mercenaires, le Venezuela indique qu'il est partie aux quatre Conventions de Genève du 12 août 1949, à savoir :

- La Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne (I);

/...

- La Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer (II);
- La Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre (III);
- La Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (IV).

En outre, le Venezuela a engagé la procédure interne d'adhésion au Protocole I, additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux.

Les principes et normes juridiques vénézuéliens, s'ils n'érigent pas en infraction l'utilisation de mercenaires contre les Etats souverains et les mouvements de libération nationale et ne répriment pas le recrutement, le financement, l'instruction et le transit de mercenaires, affirment l'attachement du Venezuela à la libre détermination des peuples et au respect de la souveraineté, démontrant ainsi sans équivoque que l'utilisation de mercenaires, même si ce terme n'est pas expressément mentionné, est interdite et sanctionnée par la législation en vigueur (Constitution nationale, Code pénal, Code de justice militaire et loi sur les armes et les explosifs)."

23. La Mission permanente du Venezuela a également rappelé qu'elle avait notamment signalé, dans sa communication du 18 juillet 1989, ce qui suit :

"Le Gouvernement vénézuélien a pour politique d'accorder la plus haute importance à la réalisation universelle du droit des peuples aux libertés fondamentales et à l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux pour garantir la pleine jouissance des droits de l'homme, conformément aux principes ci-après consacrés par le préambule de la Constitution nationale :

Dans le but de maintenir l'indépendance et l'intégrité territoriale de la nation, de fortifier son unité, d'assurer la liberté, la paix et la stabilité des institutions;

De protéger et d'élever le travail, de sauvegarder la dignité humaine, de promouvoir le bien-être général et la sécurité sociale; de faire participer chacun équitablement à la jouissance de la richesse, selon les principes de la justice sociale, et d'encourager le développement de l'économie au service de l'homme;

De maintenir l'égalité sociale et juridique, sans discriminations basées sur la race, le sexe, la croyance religieuse ou la condition sociale;

De coopérer avec les autres nations, et tout spécialement avec les républiques soeurs du continent, aux fins de la communauté internationale, sur la base du respect réciproque des souverainetés, de l'autodétermination des peuples, de la garantie universelle des droits individuels et sociaux de la personne humaine, et de la répudiation de la guerre, de la conquête et de l'emprise économiques en tant qu'instruments de politique internationale;

De soutenir l'ordre démocratique comme le moyen unique et auquel on ne peut renoncer, d'assurer les droits et la dignité des citoyens; et de favoriser pacifiquement son extension à tous les peuples de la terre;

(...) Tels sont les principes énoncés au préambule de la Constitution nationale (égalité sociale et juridique, sans aucune discrimination, respect des souverainetés, autodétermination des peuples, garantie universelle des droits individuels, répudiation de la guerre, de la conquête et de l'emprise économiques en tant qu'instruments de politique internationale). Les articles de la Constitution portant sur la question susvisée sont les suivants :

Article 131

L'autorité militaire et l'autorité civile ne pourront être exercées simultanément par le même fonctionnaire, sauf par le Président de la République, qui sera, en raison de sa charge, commandant en chef des Forces armées nationales.

Article 132

Les Forces armées nationales sont une institution apolitique qui obéit sans discuter et qui est organisée par l'Etat pour assurer la défense nationale, la stabilité des institutions démocratiques et l'observance de la Constitution et des lois, dont le respect passera toujours avant toute autre obligation. Les Forces armées nationales seront au service de la République et, dans aucun cas, à celui d'une personne ou d'un parti politique.

Article 133

Seul l'Etat peut posséder et employer des armes de guerre. Toutes celles qui existeraient seraient fabriquées ou introduites dans le pays, deviendront propriété de la République, sans indemnisation ni procès. La fabrication, le commerce, la possession et l'usage des autres armes seront réglementés par la loi."

24. Outre ces règles constitutionnelles, la Mission permanente du Venezuela a signalé diverses dispositions de droit interne (Code pénal, Code de justice militaire et loi sur les armes et les explosifs) qui peuvent s'appliquer aux actes d'individus ou de groupes s'apparentant à des activités de mercenaires. Enfin, elle a signalé que la teneur de ses notes du 28 juin et du 18 juillet 1989 "répondait toujours à l'essentiel des demandes formulées par le Rapporteur spécial".

25. Le 4 janvier 1992, l'ambassade de la République populaire d'Angola en Allemagne a transmis une lettre adressée au Rapporteur spécial par le Ministre des relations extérieures de ce pays, lettre dans laquelle il était indiqué en substance :

"J'ai le plaisir et l'honneur de vous informer que suite aux derniers événements intervenus en Afrique australe, et tout particulièrement en Angola, caractérisés par la cessation des hostilités entre l'Angola et l'Afrique du Sud et par l'entrée en vigueur du cessez-le-feu dans notre pays, au-delà des réformes politiques en vigueur, le mercenariat comme phénomène a perdu son espace d'actuation en République populaire d'Angola (...)."

26. Par note verbale datée du 5 juin 1992, la Mission permanente du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a communiqué la réponse suivante du Gouvernement de ce pays à la demande d'informations formulée par le Rapporteur spécial :

- "a) Le Maroc, qui souscrit pleinement aux principes, droits et obligations découlant de la Charte des Nations Unies et des organisations internationales dont il est membre actif a constamment fondé sa politique extérieure sur les principes de l'égalité souveraine des Etats, du respect de leur indépendance politique et de leur intégrité territoriale et sur le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
- b) En outre, le Maroc, qui n'a jamais cessé d'apporter son soutien à la lutte des peuples et à leurs mouvements de libération pour l'indépendance, réitère son attachement au principe de non-recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations entre Etats et considère que le règlement pacifique des différends demeure le moyen le plus approprié pour assurer la paix et la sécurité internationales.
- c) S'agissant de la question de l'utilisation de mercenaires, le Maroc tient à préciser que son territoire n'a jamais servi de base à une quelconque activité de mercenaires. Bien au contraire, il condamne énergiquement ces pratiques criminelles attentatoires à la souveraineté et à l'intégrité territoriale des Etats et au droit des peuples à l'autodétermination.
- d) Dans cet esprit, le Maroc a signé, le 5 octobre 1990, la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires. Son adhésion à cet important instrument démontre une fois de plus la ferme volonté du Maroc à contribuer efficacement aux efforts de la communauté internationale tendant à combattre les activités de mercenaires."

27. Le 22 juin 1992, le Rapporteur spécial a envoyé la communication suivante au Ministre des relations extérieures de la République du Pérou :

/...

"J'ai été informé que le Président de la République du Pérou, dans un discours prononcé le 7 juin 1992, avait affirmé qu'il y avait des raisons de croire que des mercenaires étrangers avaient participé à l'attentat commis le 4 juin 1992 contre une chaîne de télévision à Lima, qui avait entraîné quatre morts, 28 blessés et d'importants dégâts matériels. Lors d'une conférence de presse organisée ultérieurement, le Président de la République avait confirmé ces affirmations, indiquant que des mercenaires étrangers avaient également participé à d'autres attentats commis récemment à Lima.

Comme vous le savez, la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires adoptée par l'Assemblée générale le 4 décembre 1989 ne limite pas la définition du mercenaire à celui qui participe à un conflit armé. L'alinéa 2 de l'article premier de ladite convention stipule que 'le terme 'mercenaire' s'entend également de toute personne qui est spécialement recrutée dans le pays ou à l'étranger pour prendre part à un acte concerté de violence visant à renverser un gouvernement ou, de quelque autre manière, porter atteinte à l'ordre constitutionnel d'un Etat, ou porter atteinte à l'intégrité territoriale d'un Etat; qui prend part à un tel acte essentiellement en vue d'obtenir un avantage personnel significatif et est poussée à agir par la promesse ou par le paiement d'une rémunération matérielle; qui n'est ni ressortissante ni résidente de l'Etat contre lequel un tel acte est dirigé; qui n'a pas été envoyée par un Etat en mission officielle; et qui n'est pas membre des forces armées de l'Etat sur le territoire duquel l'acte a eu lieu'.

En application du mandat qui m'a été confié dans la résolution 46/89 de l'Assemblée générale adoptée le 16 décembre 1991 et dans la résolution 1992/6 de la Commission des droits de l'homme, adoptée le 21 février 1992, selon lequel je dois présenter auxdits organes, lors de leurs prochaines sessions, 'un rapport sur tous faits nouveaux concernant l'utilisation de mercenaires où que ce soit dans le monde', je me permets de demander à votre gouvernement des informations détaillées sur la présence et les activités de mercenaires étrangers au Pérou et, en particulier, sur leur participation à la perpétration des actes dénoncés récemment par le Président de la République."

28. Par une communication datée du 9 juillet 1992, la Mission permanente de la République du Guyana auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Rapporteur spécial que "le Guyana n'[était] au fait d'aucune activité de mercenaires susceptible de violer sa souveraineté et ses lois. En outre, il n'[existait] pas de législation locale concernant les mercenaires".

29. Le 14 juillet 1992, la Mission permanente de l'Autriche auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a transmis la communication suivante de son gouvernement en réponse à la demande du Rapporteur spécial :

"Jusqu'à présent, aucune activité concernant le recrutement, l'utilisation, le financement, le transport ou l'instruction de mercenaires en Autriche, ni aucune activité similaire dans des Etats voisins dirigés contre des intérêts autrichiens, n'a été portée à la connaissance des autorités autrichiennes.

Selon les dispositions du paragraphe 1 de l'article 279 du Code pénal autrichien (Journal officiel No. 60/1974), quiconque établit une association armée sans autorisation légale ou dirige une telle association, encourage l'adhésion, recrute ou entraîne pour le combat ou anime une telle association en lui fournissant des munitions, des moyens de transport, de télécommunication ou de l'argent commet un délit et est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans, que les activités soient dirigées ou non contre l'Autriche ou une tierce partie.

Il convient de mentionner à cet égard qu'en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 320 du Code pénal autrichien, le recrutement de volontaires pour la guerre ou tout autre conflit armé est également puni par la loi."

30. Par une communication datée du 23 juillet 1992, la Mission permanente de l'Equateur auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a répondu comme suit à la demande que lui avait adressée le Rapporteur spécial :

"A. (Informations concernant l'existence éventuelle d'activités de mercenaires (recrutement, utilisation, financement, transport ou instruction de mercenaires) qui, en violation de la souveraineté et des lois de votre pays, pourraient s'être produites ou se produire sur votre territoire) :

Aucun camp d'entraînement de mercenaires n'a été repéré en Equateur. Par le passé, on avait découvert plusieurs camps dits de 'sécurité' ou 'de milice' dans lesquels des éléments nationaux et étrangers appartenant à des groupes de subversion opérant dans le pays étaient entraînés pour commettre des actes contraires à la loi, notamment des membres du groupe subversif colombien M-19.

Par ailleurs, on sait que des membres du groupe subversif équatorien 'Alfaro Vive Carajo' (AVC) ont reçu en Libye un entraînement théorique et pratique. Il a été démontré que plusieurs membres de ce groupe ont pris le vol 922 de la compagnie Iberia le 25 septembre 1985, et ont suivi un entraînement dans un camp de réfugiés le 7 avril; il existe des preuves de leurs activités criminelles à partir de la même année.

On détient en outre des informations selon lesquelles la Libye a fourni une assistance économique au groupe AVC pour lui permettre de se structurer comme un mouvement de guérilla en Equateur; de même, le Frente de Liberación Nacional 'Farabundo Martí' d'El Salvador a coopéré avec le groupe AVC et l'a aidé à assurer l'entraînement de ses membres, comme l'a fait également l'organisation Erazo Kethy Edelmira.

/...

B. (Informations concernant l'existence éventuelle d'activités de mercenaires sur le territoire d'un autre pays qui portent atteinte ou risquent de porter atteinte à la souveraineté de votre Etat ou à l'exercice du droit de votre peuple à disposer de lui-même) :

La présence en Equateur de sicaires ou de mercenaires au sens strict du terme a été prouvée à deux occasions :

En 1989, dans le cas du meurtre de Peggy Magaly Moreno, Miriam Jeaneth Moreno et Reinaldo Villegas dans la ville de Guayaquil par des Colombiens appartenant à une association de malfaiteurs organisés sur le plan international qui ont été recrutés pour exécuter cette mission. Il s'agit de Ruben Darío Zavala Suárez alias el viejo Iván o Guajiro et de Guillermo Antonio Gonzalez Ospina.

En mars 1991, le docteur Normandía Cabrera et ses enfants ont été assassinés par des tueurs à gages colombiens, Luis Ramiro Quiroz Narvaez, Carlos Alfredo Bastidas alias El Negro, Andrés N. alias El Suco et Javier N.

Par ailleurs, des étrangers ont participé à des opérations d'envergure menées par la guerilla, en particulier, des membres des groupes de guerilla M-19, Ejército Popular de Liberación, et Ejército de Liberación Nacional de la República de Colombia.

On peut citer notamment les opérations suivantes :

Attaque de la police nationale le 12 mars 1985 avec la participation des membres du M-19 suivants : Seddano Gonzalez, Edgar Humberto alias Levi, Ariel Hernando Carvajalino; Rodriguez Benites Hermes alias Alfredo; Pedreros Narvaez Jimmy alias Vicente; Santacruz Cobo Harolf alias Harolf; Gonzáles Ruiz Morzat alias Pedro; Gomez Rodolfo alias Sócrates; Salvador N.; Williams N.; Amada N.; Sandino N.

Enlèvement et meurtre de Nahim Isaias Barquette par des éléments de l'AVC équatorien et du M-19 colombien dont du côté colombien : Carmona Castañeda Fernando alias Fabián; Guevara Sánchez José Henry alias Marcos; Parra Afranto, Fayad Alvaro; Ortiz Hugo; Benavides Etaban Alfonso alias Andrés, Sócrates; Sarmiento Tobón Germán alias Federico, Jorge, Héctor, Miguel Lascano; Mendoza García, Gloria María alias Marina, Sofía, La Negra; Centeno Venegas, Germán alias Viejo, Edilberto; Lopez Camelo Mario Germán alias Chichis, René, Monito; Medina Semiterre, Fabián alias Williams, Víctor; Herrera Cabagnaro, Angel Manuel.

Enlèvement en août 1989 de Martín Berrocal qui a par la suite été libéré après paiement d'une rançon non déterminée.

Enlèvement de Scoth Heindall par des membres de l'Ejército Popular de Liberación de Colombie.

Quant aux opérations criminelles internationales, une bande de malfaiteurs colombiens, chiliens et équatoriens a opéré dans notre pays en 1989, semant partout l'inquiétude avant d'assassiner le préfet de police Eduardo Zea López et le brigadier de police Luis Antonio Changoluisa; la bande était dirigée notamment par les frères Estupiñán Rosero et Zavala Suárez Rubén Darío.

C. (Informations concernant l'existence éventuelle d'activités de mercenaires sur le territoire d'un autre pays qui portent atteinte ou risquent de porter atteinte à la souveraineté d'autres pays de votre sous-région, région ou continent, ainsi qu'à l'exercice du droit d'autres peuples à disposer d'eux-mêmes) :

Aucun groupe de mercenaires n'a attenté contre la souveraineté de l'Equateur. Il convient toutefois de noter que l'alliance entre les guérilleros et les trafiquants de drogue a causé de graves préjudices à des pays comme la Colombie et le Pérou, dont l'Equateur, pays voisin, a subi indirectement les répercussions.

D. (Informations relatives à la législation interne actuellement en vigueur et aux traités internationaux auxquels votre pays est partie en ce qui concerne l'interdiction des activités de mercenaires et de leur utilisation comme moyen de porter atteinte à la souveraineté d'autres Etats et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes) :

La législation équatorienne ne considère pas le mercenariat comme un cas spécial. La Constitution et les lois traitent de la même manière tout citoyen qui viole les normes juridiques; c'est ainsi que toute action considérée comme un délit dans le Code pénal équatorien est jugée comme telle par les lois intérieures.

La notion de tueur à gages ou de mercenaire n'apparaît pas dans le Code pénal, mais si un acte est classé comme enlèvement ou homicide, ses auteurs sont jugés de la même manière, qu'ils soient Equatoriens ou étrangers.

L'Equateur n'a adhéré à aucune convention internationale sur cette question.

E. (Position de votre gouvernement à l'égard de la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, adoptée par l'Assemblée générale le 4 décembre 1989) :

Par la note No 10897/DGT du 19 juin 1992, signée par le Secrétaire général, M. Mario Alemán Salvador, le Ministre des relations extérieures a demandé à M. Fabián Alarcón Rivera, Président du Congrès national, d'approuver la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires.

/...

F. (Suggestions qui pourraient, selon votre gouvernement, contribuer à enrichir le débat international sur la question de l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination) :

Le Bureau du Conseiller juridique du Ministère des relations extérieures précise en trois points ses critères à cet égard :

L'utilisation de services de mercenaires, en particulier d'étrangers, pour renverser un gouvernement par la violence et déstabiliser les institutions d'un pays constitue une grave violation des principes et normes du droit international relatifs à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale des Etats.

Pour sauvegarder ses intérêts nationaux fondamentaux, l'Equateur doit appuyer sans réserve toute mesure prise par la communauté internationale en vue de prévenir, empêcher et sanctionner les délits de cette nature.

Etant donné les avantages indéniables attachés à l'existence d'un instrument international destiné à protéger efficacement les peuples de ces menaces et dangers, le Bureau du Conseiller juridique juge opportunes les mesures que le Ministère des relations extérieures a adoptées pour que notre pays adhère dès que possible à ladite Convention dont les dispositions ne sont pas contraires aux lois en vigueur."

31. Le 22 juillet 1992, la Mission permanente de la République de Namibie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York a informé le Rapporteur spécial que "l'article 4 b) de la Constitution namibienne prévoit que les personnes qui auront soit servi ou offert de servir dans les forces armées ou les forces de sécurité d'un autre pays sans l'autorisation écrite des autorités namibiennes seront déchues de la nationalité namibienne. De ce fait, tout citoyen violant la Constitution doit répondre de ses actes devant les lois namibiennes. Par ailleurs, en ce qui concerne la résolution 46/88 de l'Assemblée générale, le Gouvernement namibien estime que l'autodétermination est une condition fondamentale pour garantir efficacement l'exercice des droits de l'homme".

32. Le 30 juillet 1992, la Mission permanente de l'Australie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a informé le Rapporteur spécial de ce qui suit :

"Concernant le point d) de la lettre du Rapporteur spécial, l'Australie est en mesure de fournir les informations suivantes :

Le Crimes (Foreign Incursions and Recruitment) Act de 1978 est le texte législatif qui s'applique au premier chef dans ce cas. Il vise à empêcher de préparer, à partir de l'Australie, des incursions ("actes d'hostilité") dans des Etats étrangers ou de participer à de telles activités. Il vise également à empêcher le recrutement en Australie d'individus pour servir dans les forces armées d'un Etat étranger.

/...

La sous-section 6.3 de ce texte définit la participation à un acte d'hostilité dans un Etat étranger comme étant tout acte dont l'un des objectifs est de :

- a) Renverser un gouvernement par la contrainte ou la violence;
- b) Participer à des actes d'hostilité armés;
- c) Propager au sein du public, par la force et la violence, la peur de mourir ou d'être blessé;
- d) Assassiner ou blesser un représentant officiel de l'Etat;
- e) Détruire ou endommager illégalement des biens de l'Etat.

La section 7 du Crimes Act interdit de préparer des incursions dans les Etats étrangers en vue d'y mener des activités hostiles. Cette interdiction s'applique d'une manière générale aux activités préparatoires à un acte d'hostilité dans un pays étranger. Elle s'applique en particulier à la constitution de stocks d'armes, d'explosifs, de poisons ou d'armes destinées à ces activités ainsi qu'au financement et à la fourniture de biens et services pour mener ces activités.

En vertu des sous-sections 6.2 et 7.2, le Crimes Act s'étend aux actions menées en dehors des frontières australiennes. Il s'applique si le coupable présumé :

- a) Est citoyen australien;
- b) Réside habituellement en Australie;
- c) S'était rendu en Australie au cours de l'année précédant l'activité en cause pour une raison liée à cette activité.

A maints égards, le Crimes Act a un champ d'application plus large que celui de la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires. Ainsi, par exemple, il ne se limite pas aux activités de personnes motivées par l'appât du gain financier. Je crois comprendre que le texte de cette loi a été utilisé comme document de travail par le Comité spécial chargé d'élaborer la Convention internationale.

Au cours de ces dernières années, une personne a été poursuivie en Australie au titre de cette loi.

En ce qui concerne le point e) de la lettre du Rapporteur spécial, l'Australie n'était pas membre du Comité spécial chargé d'élaborer la Convention, mais les délégations australiennes auprès des organes des Nations Unies ont généralement appuyé les travaux d'élaboration d'une

/...

convention sur la question. Le Gouvernement australien examine actuellement une proposition visant à amender le Crimes Act afin de permettre l'adhésion à la Convention."

33. La Mission permanente de la Turquie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, par une communication datée du 30 juillet 1992, a informé le Rapporteur spécial de ce qui suit :

- "a) Aucun mercenaire n'opérant en Turquie, la souveraineté et les lois de ce pays ne sont donc pas violées par des activités de mercenariat;
- b) On ne dispose pas d'informations concernant les activités de mercenaires opérant sur le territoire d'un autre pays qui portent atteinte à la souveraineté de la Turquie;
- c) On ne dispose pas d'informations concernant les activités de mercenaires qui portent atteinte à la souveraineté d'autres Etats de notre région;
- d) Le paragraphe I de l'article 128 du Code pénal de la Turquie stipule :

'Toute personne, qui recrute des soldats et mène des activités hostiles à un Etat étranger sans le consentement du Gouvernement, d'une manière qui expose l'Etat turc aux dangers de la guerre, est passible d'une peine d'emprisonnement allant de 5 à 12 ans.'

Le délit de conscription de soldats au titre de l'article 128 diffère sensiblement du délit de mercenariat prévu par la Convention. Par ailleurs, bien qu'il ait été indiqué dans la Convention que la conscription de mercenaires et les mercenaires eux-mêmes seront punis, l'article 128 du Code pénal turc ne prévoit de punir que ceux qui recrutent des mercenaires.

Par conséquent, il n'est pas possible de rattacher le délit de mercenariat prévu dans la Convention à celui de conscription énoncé dans l'article 128 du Code pénal turc.

Le paragraphe I de l'article 148 du Code pénal turc stipule :

'Quiconque recrute des soldats qu'il arme au service d'un intérêt étranger ou de son propre intérêt, sans l'approbation du Gouvernement dans les limites territoriales du pays, est passible d'une peine d'emprisonnement ferme allant de trois à six ans.';

- e) Le Gouvernement turc n'est pas partie à la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, en date du 4 décembre 1989;
- f) Par ailleurs, la Turquie, qui n'a pas d'expérience active ou passive de l'utilisation de mercenaires, n'a pas de suggestions à faire sur la question."

34. Au moment d'achever la rédaction du présent rapport préliminaire, le Rapporteur spécial a reçu du Ministère des affaires étrangères de la République de Guinée, de la Mission permanente de la République de Cuba auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, et de la Mission permanente de la République fédérative de Yougoslavie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, des communications respectivement en date du 9 juillet 1992, du 4 août 1992 et du 10 août 1992. Lesdites communications contiennent des éléments factuels, doctrinaux et juridiques présentant un intérêt particulier et nécessitant une lecture attentive et une analyse approfondie du Rapporteur spécial qui en rendra compte dans son prochain rapport à la Commission des droits de l'homme.

35. Pour terminer, à l'occasion de la visite effectuée à Genève au mois de juillet 1992 pour arrêter les grandes lignes du rapport préliminaire et en commencer la rédaction, le Rapporteur spécial a envoyé des communications aux Gouvernements de l'Angola, du Mozambique et de l'Afrique du Sud ainsi qu'aux Etats issus de l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie. Il en est rendu compte dans les chapitres correspondants du présent rapport.

III. MANIFESTATION DES ACTIVITES DE MERCENAIRES

36. Les diverses manifestations d'activités de mercenaires que le Rapporteur spécial a mises en évidence dans ses précédents rapports confirment que ces activités, expressément condamnées par l'Organisation des Nations Unies et considérées comme une infraction qui préoccupe vivement tous les Etats, subsistent sous différentes formes, bien que les activités massives de mercenaires soient généralement liées à un conflit armé compromettant l'exercice du droit à l'autodétermination d'un peuple.

37. Lorsque tel est le droit auquel on prétend s'attaquer, le conflit armé peut acquérir un caractère international. Depuis les années 60 et dans le cadre de la décolonisation de l'Afrique, les intérêts coloniaux qui souhaitaient se maintenir dans la région ont eu recours à la présence active de groupes de mercenaires pour entraver le processus d'autodétermination débouchant sur la création de nouveaux Etats africains ou pour déstabiliser les pays par la guerre, les éléments mercenaires jouant un rôle fondamental dans l'intensification et l'internationalisation du conflit armé.

38. C'est pour porter atteinte à l'exercice du droit à l'autodétermination que l'on a le plus souvent recours aux groupes de mercenaires. Dans ce cas, un Etat entre en conflit armé avec un autre Etat, au mépris du droit à l'autodétermination du peuple de cet Etat ou de sa souveraineté territoriale. Mener des activités de mercenaires consiste à recourir au recrutement, au financement, à l'utilisation et à l'instruction de mercenaires pour agresser l'autre Etat partie au conflit, renforcer son propre potentiel de guerre en tant qu'Etat agresseur ou éviter de trop grandes pertes militaires dans ses rangs.

39. Dans le contexte d'un conflit armé international, quelle qu'en soit la cause ou la nature, les activités de mercenaires sont toujours des activités illicites menées à l'appui d'un autre acte illicite sur le plan international

ou la violation de principes du droit international, comme l'agression militaire d'un Etat contre un autre Etat, l'invasion et l'occupation du territoire d'un autre Etat, l'intervention armée visant à s'ingérer dans les affaires intérieures d'autrui, la violation des principes du respect de l'intégrité territoriale des Etats, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ou de la non-intervention. Les activités de mercenaires peuvent être également le fait d'Etats tiers qui décident d'intervenir dans un conflit armé international, directement ou indirectement, en recourant, entre autres, aux services de mercenaires.

40. Le recours aux activités de mercenaires est à l'heure actuelle un phénomène répandu que l'on n'observe pas seulement dans les conflits armés internationaux. Les informations recueillies dans les rapports précédents montrent que, dans les conflits armés internes et les "guerres de faible intensité", on note la présence de mercenaires dans les rangs de l'une ou l'autre des parties adverses, voire parfois dans les deux camps. Cela tient au fait qu'en général, ces conflits ne sont pas seulement liés à des contextes sociaux, des intérêts économiques ou des tensions politiques de nature strictement interne. L'interdépendance est une caractéristique de la société contemporaine, comme l'était jusqu'à une date très récente l'existence de blocs au niveau international. Dans ce contexte, il n'est pas rare que l'une ou l'autre des parties à un conflit interne fasse appel à des "aides internationales", celles-là mêmes qui jusque-là leur parvenaient sous la forme - moins compromettante en apparence - de ressources destinées au recrutement et au financement de groupes de mercenaires.

41. Il est des cas complexes où les activités présumées de mercenaires dans des conflits internes n'ont pas pu être vérifiées, faute de sources d'information adéquates et en raison du silence persistant des sources officielles consultées sur la présence d'agents mercenaires. Le Rapporteur spécial n'a pas eu la possibilité jusqu'ici de vérifier preuves à l'appui la présence de mercenaires dans les conflits armés internes ayant des composantes et des ramifications internationales, comme, entre autres, ceux d'Afghanistan, du Liban, du Soudan et du Tchad.

42. Le troisième type d'activités de mercenaires est le fait d'Etats tiers qui interviennent dans un conflit armé interne en fonction de leurs propres intérêts. C'est le cas le plus fréquent en Afrique ces dernières années. Ainsi, le conflit qui se poursuit au Mozambique met en jeu des éléments mercenaires avec la participation d'une troisième puissance de la région, l'Afrique du Sud.

43. Quatrième type d'activités : un Etat tiers recourt à des mercenaires pour porter atteinte à la souveraineté et à l'autodétermination de peuples exerçant pleinement ces droits. C'est ainsi que les gouvernements précédents d'Afrique du Sud ont fait appel à des mercenaires pour empêcher les peuples du Botswana, du Lesotho, des Seychelles, du Swaziland, de la Zambie et du Zimbabwe d'exercer leur droit à l'autodétermination.

44. L'existence d'activités de mercenaires dans des conflits armés internes prouve que ce type d'activités illicites est capable d'évoluer, de changer et de s'adapter. Des considérations politiques, idéologiques, économiques ou de sécurité stratégique, ainsi que la volonté de ne pas apparaître impliqués directement ont amené des Etats tiers à encourager les activités de mercenaires par des opérations clandestines ou en utilisant l'une des parties au conflit.

45. Le Rapporteur spécial a constaté que le recours au recrutement, à l'utilisation et au financement de mercenaires sert les intérêts politiques, idéologiques, économiques ou de sécurité stratégique d'Etats tiers qui ne veulent pas apparaître impliqués directement dans un conflit. On a pu réunir diverses preuves révélant que, pour conserver des apparences de respect du droit international, des Etats tiers encouragent les activités de mercenaires par des opérations clandestines ou utilisent l'une des parties au conflit afin que ce soit cette dernière qui recrute et emploie directement des mercenaires. Telle est la forme que prennent ces activités illicites lorsqu'un Etat tiers juge utile d'appuyer l'une des parties au conflit.

46. Cela ne signifie pas pour autant que les activités de mercenaires ne se manifestent que dans des conflits armés. On a constaté récemment que ces activités peuvent se présenter de manière isolée dans le contexte d'actes illicites internationaux ou intervenir à la suite d'un changement relativement imprévu de la situation intérieure d'un Etat ou de la scène internationale. Il existe des individus et des groupes organisés disponibles pour entreprendre des activités de mercenaires visant des objectifs immédiats divers, mais tendant toutes en substance à porter atteinte à la souveraineté et à l'autodétermination d'un peuple ou à la stabilité d'un gouvernement constitutionnel. A cet égard, on peut citer les liens existant entre des groupes de trafiquants de drogues et d'armes, des groupes armés irréguliers pratiquant le terrorisme et des mercenaires, lesquels se rendent des services et s'entraident mutuellement, nuisant par leurs actes de violence à un pays ou à un peuple donné et à la communauté internationale dans son ensemble.

47. Le Rapporteur spécial souhaite exprimer sa préoccupation devant l'intensification de certains conflits internes et l'apparition d'autres conflits en 1992. Dans la première catégorie, on peut citer le conflit des Philippines, qui oppose depuis 1969 le Gouvernement et les forces armées du pays avec la formation dite Nouvelle armée populaire du Front national démocratique; le conflit du Myanmar, où interviennent la Ligue nationale pour la démocratie, la guérilla Karen et la guérilla de la communauté musulmane des Rohingyas; enfin, le conflit du Sri Lanka, qui oppose le Gouvernement et les forces armées du pays à l'organisation dite des Tigres de la libération de l'Ealam Tamil, et qui a déjà fait plus de 5 000 victimes. Dans la deuxième catégorie, il convient de mentionner le conflit de Moldova, où le Gouvernement est confronté aux forces sécessionnistes russophones de Transnistrie, conflit qui, en 1992, a abouti au bombardement des villes de Bender, Grigoriopol et Doubossary, les conflits de Géorgie, d'Ossetie du Sud et, à l'intérieur de la Fédération de Russie, le conflit de Tchetchenie. Bien que ces conflits restent de nature strictement interne, si on ne trouve pas rapidement de

/...

solution ouvrant des perspectives de paix, le risque est grand que l'on fasse appel à des mercenaires. Dans son rapport précédent, présenté devant la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1992/12, par. 48) le Rapporteur spécial avait déjà signalé qu'au moins deux mercenaires de nationalité française avaient pris part au conflit du Myanmar où ils avaient combattu aux côtés des insurgés Karen; qu'un mercenaire des Etats-Unis avait participé à des opérations de recrutement de mercenaires aux Philippines en mai 1990 et que des mercenaires de nationalité israélienne avaient fourni une instruction militaire au Sri Lanka. L'expérience montre que l'aggravation des conflits internes multiplie les risques d'activités de recrutement, de financement et d'utilisation de mercenaires.

48. Il existe toujours des individus et des groupes organisés prêts à se livrer à des activités de mercenaires à diverses fins, comme celles de renforcer des groupes politiques aux assises précaires, de favoriser ou d'entraver les actions de groupes d'opposition, et même de perpétrer des actes intrinsèquement illicites et interdits tels que des actes de terrorisme, des opérations de trafic d'armes et de stupéfiants ou des activités de tueurs à gages.

49. Les mercenaires obéissent généralement à des motivations diverses. Il peut s'agir d'anciens combattants qui ne peuvent s'empêcher de s'identifier au métier de la guerre, de zéloteurs fanatiques d'une idéologie incompatible avec la tolérance démocratique ou de personnes ou groupes foncièrement intolérants. Mais dans tous les cas, et bien que généralement on le nie, la rémunération et le fait d'être passé professionnel de la guerre entrent toujours en jeu et sont deux éléments permettant de qualifier de mercenaires les étrangers qui planifient et exécutent des activités de ce type.

50. Les cinq catégories d'activités de mercenaires mentionnées dans le présent chapitre peuvent être le fait de nationaux du pays en question, mais dans ce cas il ne s'agit pas à proprement parler d'activités de mercenaires mais de délits passibles de poursuites en vertu de la typologie pénale établie dans la législation nationale correspondante. Conformément aux instruments internationaux applicables en la matière, le statut d'étranger est une condition indispensable pour qualifier un délinquant de mercenaire. Il convient toutefois de noter que les trafiquants de drogues, d'armes, les terroristes et les mercenaires opèrent généralement dans le cadre de réseaux internationaux. Ainsi, un groupe armé irrégulier pratiquant le terrorisme peut rapidement se transformer en groupe mercenaire en se rendant sur le territoire d'un Etat limitrophe pour couvrir et protéger un groupe de trafiquants de drogues ou pour occuper une portion de territoire étranger qu'il soustrait par là même à l'autorité de l'Etat souverain.

IV. ACTIVITES DE MERCENAIRES EN AFRIQUE

A. Aspects généraux

51. Le Rapporteur spécial s'est particulièrement intéressé à la situation politique en Afrique au niveau de l'exercice du droit à l'autodétermination des peuples et du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale

/...

des Etats. Sur ce continent, les activités de mercenaires ont été l'un des moyens utilisés pour entraver l'apparition progressive de nouveaux Etats souverains et indépendants. Des conflits internes ont été attisés en divers points du continent par le biais du recrutement, du financement et de l'emploi de mercenaires.

52. Au cours des 20 dernières années, les pays africains de création récente ont subi des atteintes à l'autodétermination des peuples et à l'intégrité territoriale des Etats, pour lesquelles ont été expressément recrutés des agents mercenaires qui ont très souvent agi avec une extrême cruauté au mépris des droits fondamentaux des peuples concernés. L'Angola, le Bénin, le Botswana, les Comores, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie et le Zimbabwe ont été victimes d'actes d'agression commis par des mercenaires dont l'objectif a toujours été d'empêcher l'autodétermination des peuples, de menacer l'existence des gouvernements en place et de les soumettre au contrôle d'une puissance régionale. Le racisme et le soutien du système d'apartheid constituent une autre des caractéristiques principales des activités mercenaires menées dans ces pays.

53. Bien que l'on ait observé récemment quelques changements juridiques et politiques importants dans le régime d'apartheid adopté par la minorité blanche d'Afrique du Sud, le fait est qu'au cours des 20 dernières années, ce sont les gouvernements sud-africains qui ont favorisé la violence et la tension militaire en Afrique australe en se livrant à des actes d'agression en violation du droit des peuples de la région à disposer d'eux-mêmes, en fonction de leurs intérêts politiques, de leur volonté de domination socio-économique et de leurs intérêts stratégiques. Adoptant la voie de la provocation et de l'hostilité, l'Afrique du Sud a continué d'occuper illégalement la Namibie jusqu'en 1990 et, soit directement, soit par le biais de forces mercenaires, a exacerbé des conflits ou perpétré des actes de terrorisme et de sabotage dans les territoires du Botswana, du Lesotho, du Swaziland et du Zimbabwe et commandité des attaques de commandos en Zambie. Dans le cadre de sa politique de maintien du régime d'apartheid, qui constitue en soi une violation des droits de l'homme fondamentaux du peuple sud-africain et un crime contre l'humanité, l'Afrique du Sud a commandité divers attentats contre des dirigeants de mouvements africains de libération nationale, dont certains ont été commis par des agents mercenaires dans des pays européens.

54. Certains des conflits internes, comme celui de l'Angola, ont pris fin; d'autres se poursuivent, notamment au Mozambique. Dans d'autres cas encore, ils ont perdu de leur intensité, et l'on a pu constater une diminution du nombre de mercenaires ou leur disparition. En fait, les mercenaires n'opèrent jamais de manière autonome; ils sont à la solde de la puissance ou des autorités qui les emploient. Au fur et à mesure que les conflits militaires prennent fin ou perdent de leur intensité, les mercenaires se replient vers d'autres régions. C'est pourquoi on peut noter à l'heure actuelle l'absence de mercenaires en Namibie, au Zimbabwe ou même en Angola, alors qu'ils continuent d'opérer au Mozambique où les troubles se poursuivent.

55. En tout cas, les mercenaires n'ont pas complètement quitté l'Afrique. Mieux vaut parler de leur repli en Afrique du Sud. Dans ce pays, selon un processus contradictoire où les progrès réalisés au plan juridique s'accompagnent de reculs dans les faits, la politique d'élimination de l'apartheid poursuivie par le Président Frederik De Klerk tente de se consolider. Mais il s'agit là d'un processus complexe qui se heurte à l'opposition d'organisations racistes qui, afin de le paralyser et de le boycotter, ont recruté des mercenaires et constitué des groupes paramilitaires qui s'emploient activement à provoquer des actes de violence raciste voire même des affrontements meurtriers entre diverses ethnies sud-africaines.

56. La création de groupes armés destinés à combattre les mouvements africains de libération nationale et à déstabiliser les gouvernements légitimes de la région n'est pas le seul motif de préoccupation pour le Rapporteur spécial qui s'inquiète également de la recrudescence et de l'aggravation, dans certains cas, et de la poursuite, dans d'autres, de divers conflits internes sur ce continent. Le conflit qui sévit au Burundi a fait plus de 3 000 morts en 1991. Au Cameroun, les affrontements entre tribus musulmanes rivales dans le nord du pays ont fait plus de 100 victimes pour le seul mois de février 1992. Au Tchad, quelques affrontements ont eu lieu en 1992 avec les forces rebelles inféodées au Président destitué Hissène Habré. A Djibouti, des conflits ont éclaté entre les Afars, regroupés sous la bannière du Front pour le rétablissement de l'unité et de la démocratie, et les Issas. Le Niger se heurte à la révolte des Touaregs et le Nigéria est confronté aux violences interethniques entre Tiv et Jukun. On observe des actes d'insurrection au Rwanda et, à cause de la guerre des clans et des sous-clans en Somalie, 500 enfants meurent de faim chaque jour faute d'avoir accès à l'aide humanitaire. Le Togo vit une situation complexe caractérisée par des conflits interethniques et, au Soudan, la ville de Bor est le théâtre de la guerre qui oppose l'armée soudanaise à l'organisation dite Armée populaire de libération du Soudan. Bien que ces conflits gardent pour l'essentiel un caractère interne, si l'on ne trouve pas rapidement des solutions offrant des perspectives de paix, on a tout lieu de craindre l'apparition d'activités de mercenaires, lesquelles constituent des crimes préoccupant vivement tous les Etats qui font partie de la communauté internationale et du continent africain en particulier.

57. Le Rapporteur spécial doit également suivre la situation du Zaïre, pays qui a connu en 1991 des troubles sanglants, des actes de pillage et de répression. Le Rapporteur spécial a reçu des plaintes selon lesquelles des mercenaires avaient pris part à certains des troubles en question, soit qu'ils en aient été les instigateurs, soit qu'ils aient activement participé à la perpétration d'actes criminels. Certains mercenaires, en uniformes non réglementaires de commandos, auraient semé la terreur dans les rues de Kinshasa les nuits du 23 et du 24 septembre 1991 et à Lubumbashi les 21 et 22 octobre 1991. Ces mercenaires n'auraient pas fait l'objet de poursuites ni été traduits en justice. A la fin de 1991, certains des 6 500 membres environ de la Division spéciale présidentielle ont perpétré des actes de violence graves, des vols et des pillages contre la population zaïroise. En février 1992, 2 000 Zaïrois se sont réfugiés en Ouganda pour, selon leurs affirmations, se soustraire aux vols, aux pillages et aux viols des femmes perpétrés par les militaires et les groupes paramilitaires.

58. Le 16 février 1992, le Ministre zaïrois de l'information a indiqué qu'au moins 13 personnes avaient été tuées par les forces de sécurité qui réprimaient une manifestation organisée à Kinshasa en faveur de la démocratisation. La Ligue zaïroise pour les droits de l'homme a affirmé en revanche que l'on avait dénombré 32 morts, dont des enfants, et que 100 autres personnes avaient été blessées par balle. La Conférence nationale souveraine, seule voie possible pour la démocratisation du pays et le retour à la stabilité, a été suspendue en janvier 1992 par le Premier Ministre de l'époque qui considérait que ses débats ne faisaient qu'exacerber les divisions ethniques au sein de la population du pays. Toutefois, la Conférence a repris ultérieurement ses travaux et, le 30 juillet 1992, on a pu parvenir à un accord politique général sur la transition démocratique.

B. Angola

59. Les précédents rapports du Rapporteur spécial ont tous décrit en détail la situation en Angola, créée par le conflit armé qui déchirait ce pays et par les agissements de groupes de mercenaires résolus à perpétrer toutes sortes d'actes de violence contre le peuple et le territoire angolais. Pour prendre directement connaissance des faits, le Rapporteur spécial s'est rendu en Angola en 1988. Depuis lors, les événements ont évolué favorablement dans la voie de la paix. Les accords négociés et conclus entre les parties adverses ont amorcé un processus de rétablissement de la paix et de réconciliation nationale, dont le couronnement sera la tenue d'élections démocratiques en septembre 1992.

60. Le rapport présenté par le Rapporteur spécial à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1992/12) contient des informations détaillées et chronologiques sur le conflit armé qui s'est poursuivi en Angola pendant de longues années (par. 64 à 81). Comme on le sait, c'est un conflit vieux de plus de 16 ans, qui a causé de nombreux ravages dans un pays qui venait d'accéder à l'indépendance et dont les perspectives de développement étaient excellentes. La guerre, activement entretenue de l'extérieur et dont les épisodes les plus sanglants sont le fait de groupes de mercenaires recrutés pour porter atteinte aux droits du peuple angolais à disposer de lui-même, a connu une heureuse issue avec la signature, le 31 mai 1991, au siège du Ministère portugais des affaires étrangères, des accords de paix d'Estoril entre le Président de l'Angola, José Eduardo dos Santos, et le chef de l'União Nacional para a Independência Total de Angola (UNITA), Jonas Savimbi.

61. Malgré quelques difficultés héritées d'une longue période de méfiance et d'affrontements, les accords de paix sont appliqués. Le cessez-le-feu a été respecté et la démobilisation militaire est en cours, tout comme l'instauration progressive d'un climat de détente, bien que ce processus soit plus lent que ne le prévoyait le calendrier établi pour le cantonnement des troupes. C'est à la volonté réelle de paix qui anime toute la population angolaise que l'on doit les progrès accomplis dans ce cadre et c'est à cet objectif que collabore activement l'opération UNAVEM II des Nations Unies, qui est chargée de surveiller le déroulement du processus de paix, notamment des élections qui doivent se tenir, selon les prévisions, durant la troisième semaine de septembre 1992. Le Pape Jean-Paul II s'est rendu en Angola en juin 1992 pour manifester son soutien à la détente et à la paix.

62. Dans ce contexte, le Rapporteur spécial avait prévu de se rendre en Angola afin d'évaluer les progrès du processus de démobilisation, de rétablissement de la paix et de démocratisation. L'une des hypothèses à vérifier était celle du retrait des mercenaires opérant dans le pays, comme suite aux accords mettant un terme à la guerre. Ce point a été confirmé par la communication que le Ministre des relations extérieures a envoyée le 4 juin 1992 au Rapporteur spécial et dans laquelle il précisait que "le mercenariat comme phénomène, a perdu son espace d'actuation en République populaire d'Angola". Dans ce contexte et en réponse à une proposition du Gouvernement angolais, le Rapporteur spécial a jugé bon d'annuler sa visite en Angola et, en tout état de cause, de la reporter après les élections qui doivent se tenir dans ce pays, de sorte qu'elle puisse contribuer au déroulement efficace et à l'accélération du processus de rétablissement de la paix et de réconciliation dans le pays.

63. Dans tous les cas, le bilan positif de la situation actuelle en Angola, exception faite d'un foyer de tension à Cabinda, qui semble maîtrisé, et de quelques incidents survenus dans le port de Lobito et à Malange, autorise le Rapporteur spécial à affirmer que les activités de mercenaires ont cessé dans ce pays. Toutefois, le Rapporteur spécial a adressé au Ministère angolais des relations extérieures une lettre dans laquelle il rend de nouveau hommage au peuple angolais et déclare qu'il est entièrement disposé à faire tout son possible, dans le cadre de son mandat, pour appuyer, soutenir et renforcer l'autodétermination du peuple angolais et son droit à vivre en paix et en sécurité et à assurer son développement.

C. Libéria

64. Dans sa note verbale du 20 septembre 1991, le Ministère des affaires étrangères de la République de Guinée a fait savoir au Rapporteur spécial que "le sud-ouest du territoire guinéen a[vait] en 1991 fait l'objet de violations flagrantes commises par des hommes armés de la faction rebelle libérienne dirigée par Charles Taylor. Ces incursions répétées ont fait des victimes parmi les populations limitrophes. Au cours de ces actions offensives, les rebelles ont descendu et incinéré les couleurs nationales guinéennes." Le Ministère guinéen des affaires étrangères a ajouté dans sa communication qu'"après l'agression de la République de Guinée dans sa région limitrophe avec le Libéria par les mercenaires de Charles Taylor, ce fut le tour de la République de Sierra Leone d'être victime d'attaques par ces mercenaires. Il est incontestable que ces actes constituent des violations flagrantes et répétées de la souveraineté des Etats agressés et une atteinte au droit de leurs peuples à disposer d'eux-mêmes. Les peuples libérien, guinéen et sierra-léonien ont de tout temps entretenu des rapports étroits de fraternité comme en témoignent les accords bilatéraux ou trilatéraux passés par leurs gouvernements respectifs. Indubitablement, cette situation conflictuelle met en péril la paix et la sécurité dans la sous-région de l'Afrique occidentale."

65. Le Rapporteur spécial a noté avec préoccupation que le Gouvernement guinéen utilise le terme de "mercenaires" pour désigner les forces rebelles libériennes dirigées par Charles Taylor et, en conséquence, il s'est adressé

au Gouvernement guinéen pour lui demander de plus amples précisions sur le caractère mercenaire présumé de ces forces et d'autres informations sur les attaques dénoncées.

66. Dans sa communication du 3 décembre 1991, le Gouvernement guinéen a informé le Rapporteur spécial que "l'incursion des troupes de M. Charles Taylor en République de Guinée date des 28 et 29 janvier 1991, à 9 heures. Elle a eu lieu dans le village de Kobolvita du district de Bokoni, préfecture de Macenta, située dans la partie sud-ouest du pays. Le bilan de cette agression se chiffre à trois morts et une personne blessée, trois maisons, onze cases et le drapeau national brûlés".

67. De son côté, Charles Taylor, Président du Front national patriotique du Libéria (FNPL) a accusé le 3 novembre 1991 le Gouvernement de Sierra Leone d'accorder refuge aux anciens soldats du Président Samuel Doe et de les autoriser à lancer des attaques contre ses forces depuis le territoire de ce pays. Les troupes du FNPL ont fait des incursions répétées dans l'est et dans le sud de la Sierra Leone à partir du mois de mars 1991. Le 27 novembre 1991, elles ont investi la ville de Daru, contraignant ses habitants à fuir à Kenema et pris le pont sur le Mano, qui constitue une partie de la frontière entre les deux pays.

68. Le 20 décembre 1991, le Président par intérim du Libéria, M. Amos Sawyer, a dénoncé à Monrovia le fait que les forces de Charles Taylor étaient composées de "mercenaires, de gangsters, d'escrocs et de bandits" qui entendaient "anéantir délibérément la nation et le peuple libériens". Il s'est également plaint de ce que la ville de Man, en Côte d'Ivoire, soit devenue le principal centre de transit des armes et des munitions destinées aux forces de Taylor et que le Gouvernement du Burkina Faso autorise également les membres du FNPL à s'approvisionner en armes sur son territoire. Par la suite, le 12 février 1992, les Présidents guinéen, libérien et sierra-léonien, réunis à Freetown ont exprimé leurs graves préoccupations au sujet des transactions commerciales menées par certaines entreprises occidentales avec le FNPL qui permettent à celui-ci de disposer des ressources financières nécessaires pour poursuivre la guerre.

69. En mai 1992, le Libéria se trouvait divisé en deux. La capitale, Monrovia, placée sous le contrôle du Gouvernement par intérim présidé par Amos Sawyer, était isolée du reste du pays aux mains des forces de Taylor. La Force d'interposition et de maintien de l'ordre (ECOMOG) contrôlait seulement le périmètre de Monrovia, étant donné que le FNPL s'était opposé à son implantation dans le reste du pays. Le 29 avril 1992, Amnesty International a révélé que, dans les zones de combat avec les forces de Taylor, l'armée de la Sierra Leone avait constitué des tribunaux irréguliers qui prononçaient des condamnations à mort sommaires contre les personnes soupçonnées de collaborer avec les membres du FNPL, forces qui se seraient également rendues coupables de graves violations des droits de l'homme.

70. Le Rapporteur spécial juge bon de signaler que bien que la guerre au Libéria reste fondamentalement un conflit armé interne, qui oppose les forces du FNPL de Taylor aux forces du Président par intérim Amos Sawyer et au

/...

Mouvement de libération uni pour la démocratie (ULIMO), les événements survenus ces deux dernières années montrent qu'il existe un risque réel d'internationalisation rapide du conflit, avec la participation de la Guinée et de la Sierra Leone, d'une part, et du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire, d'autre part, sans compter le risque supplémentaire d'un recours plus grand aux services de mercenaires. Il convient donc d'autoriser immédiatement les forces de l'ECOMOG à remplir la mission pour laquelle elles ont été envoyées dans le pays, notamment à se déplacer librement sur l'ensemble du territoire national et à superviser le regroupement, le désarmement et la démobilisation immédiats des trois forces adverses. C'est là le seul moyen de créer les conditions nécessaires au plein exercice du droit à l'autodétermination du peuple libérien au moyen, dans un premier temps, d'élections démocratiques pluripartites et représentatives, tandis que seraient bannis dans le même temps la présence, l'emploi et le financement de mercenaires étrangers aux aspirations de paix et de développement des peuples ouest-africains.

D. Mozambique

71. Dans ses rapports précédents, le Rapporteur spécial a examiné de façon relativement détaillée la situation au Mozambique, pays touché depuis la proclamation de son indépendance par un grave conflit interne qui, à ce jour, n'a pas pu être réglé. Le Front de libération du Mozambique (FRELIMO), qui assume le pouvoir depuis 1975, se heurte à l'opposition armée de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO). Bien que les négociations de paix aient commencé en 1989, à ce jour les deux parties ne sont pas encore parvenues à des accords concrets et définitifs susceptibles de déboucher sur un cessez-le-feu suivi de l'indispensable processus de réconciliation nationale et de rétablissement de la paix sur l'ensemble du territoire.

72. Tout au long du conflit interne, le gouvernement du FRELIMO s'est heurté à l'opposition armée de la RENAMO, mouvement qui a bénéficié de l'aide, non seulement et d'abord du régime raciste de Rhodésie avant que celle-ci ne devienne l'Etat souverain du Zimbabwe, mais également du Gouvernement sud-africain. Du fait de ces aides extérieures, le territoire du Mozambique a été le théâtre de divers attentats attribués à des groupes de mercenaires, ceux-ci ayant été appelés à participer au conflit interne pour appuyer la capacité militaire des secteurs opposés au gouvernement du FRELIMO.

73. Le Gouvernement zimbabwéen, dans une communication datée du 8 novembre 1991, adressée au Rapporteur spécial par le Représentant permanent dudit pays auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, a évoqué la participation des services de renseignements de l'ancienne Rhodésie à la création de la RENAMO, à titre de mesure de représailles contre le Gouvernement du Mozambique qui avait autorisé la Zimbabwean African National Liberation Army (ZANLA) à installer sur le territoire du pays des bases à partir desquelles elle pouvait mener la guerre de libération. Il a également mentionné la participation de la Force de défense sud-africaine (SADF) à l'entraînement, dans le Transvaal septentrional, de divers mercenaires qui devaient ensuite être incorporés à la RENAMO.

74. En 1989, grâce à la médiation du Président du Zimbabwe, Robert Mugabe, et du Président du Kenya, Daniel Arap Moi, des contacts indirects ont pu être établis entre le Gouvernement mozambicain et la RENAMO. En décembre 1989, les deux chefs d'Etat ont jugé que la situation se prêtait désormais à l'amorce de négociations directes entre les deux parties. C'est ainsi que le 15 mai 1990 a eu lieu à Lisbonne la première réunion officielle depuis le début du conflit entre un représentant du Gouvernement et un représentant de la RENAMO. Par la suite, la médiation demandée à l'Italie par les deux parties a abouti à l'ouverture de négociations qui ont permis de parvenir à un accord partiel de cessez-le-feu, signé à Rome le 1er décembre 1990.

75. Aux termes de l'Accord de Rome, la RENAMO s'engageait à respecter le cessez-le-feu dans les couloirs de transit de Limpopo et de Beira, qui relient les ports mozambicains de Maputo et de Beira au Zimbabwe. Un autre important couloir de transit, celui qui relie le port septentrional mozambicain de Macala au Malawi, n'a pas été mentionné dans l'Accord.

76. Au cours des négociations de Rome, chaque partie a reconnu le droit à l'existence de l'autre. Le 20 décembre 1991, les deux parties se sont déclarées favorables à l'organisation simultanée d'élections présidentielles et législatives sous la supervision d'observateurs de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de l'unité africaine, mais ils ne sont pas parvenus à conclure un accord concret sur la question. Le 12 février 1992, le Ministère italien des affaires étrangères a annoncé que l'Italie comptait substituer au rôle de médiateur qu'elle avait joué durant la première phase des négociations celui d'observateur officiel, rôle qu'elle assumerait conjointement avec le Portugal. Le Gouvernement mozambicain a exprimé le souhait de voir les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Royaume-Uni assumer également le rôle d'observateurs officiels. Il convient de souligner par ailleurs que, le 10 décembre 1991, le Parlement mozambicain a approuvé à l'unanimité la Déclaration universelle des droits de l'homme.

77. Selon la communication du Gouvernement zimbabwéen (voir plus haut, par. 73), des éléments de la RENAMO, appuyés par des mercenaires au service de la SADF, se sont également livrés à une guerre économique contre le Zimbabwe, attaquant non moins de 127 fois entre 1982 et 1990 l'oléoduc Beira-Mutare et détruisant des dépôts de carburant dans le port de Beira. La RENAMO a attaqué 292 fois entre 1986 et 1991 la ligne ferroviaire Beira-Mutare, qui relie directement le Zimbabwe à l'océan Indien. Au cours de la même période, 372 embuscades ont été dirigées contre le trafic qui emprunte la route adjacente reliant Beira à Mutare.

78. Par ailleurs, le Rapporteur spécial a reçu des informations selon lesquelles, au cours de la première semaine de 1991, la RENAMO a lancé cinq attaques contre le couloir de Beira et une contre le couloir de Limpopo, violant ainsi l'accord partiel de cessez-le-feu. Les 3 et 4 janvier 1991, des hommes de la RENAMO ont attaqué la voie ferrée Zimbabwe-Beira et, le 4 janvier, des boutiques et des restaurants dans la banlieue de Beira. Le 7 janvier, ils ont attaqué Chimoio, la deuxième ville la plus importante du couloir de Beira. Le 9 janvier, il y a eu, dans le couloir de Limpopo, un

affrontement armé à Motasse qui a fait deux morts parmi les hommes de la RENAMO et deux blessés dans l'armée mozambicaine. En outre, des combattants de la RENAMO ont fait des incursions dans le couloir de Nacala, qui n'était pas couvert par l'accord partiel de cessez-le-feu.

79. Dans les zones sur lesquelles ne portait pas l'Accord de Rome, la guerre s'est poursuivie avec sa coutumière brutalité. Le 6 janvier 1991, des combattants de la RENAMO ont exécuté 18 personnes dans le village de Chirindzene, dans la province méridionale de Gaza. Par ailleurs, la RENAMO a livré de violents combats pour essayer de prendre le contrôle de la région centrale de Gorongosa. La route de Tete, qui relie le Zimbabwe au Malawi, a également été attaquée à plusieurs reprises par des combattants de la RENAMO. Ces attaques se sont souvent soldées par la mort des chauffeurs des véhicules circulant sur la route et ont empêché l'acheminement de l'aide alimentaire de l'Organisation des Nations Unies destinée aux 820 000 réfugiés mozambicains au Malawi. Le 10 décembre 1991, une attaque de la RENAMO contre la ville d'Angoche dans le nord du pays a fait 61 morts dans la population civile et 10 morts parmi les attaquants. Le 21 décembre de la même année, des forces de la RENAMO ont occupé la ville de Namarroi, dans la province de Zambesia, où une fondation britannique exécutait un projet de développement.

80. Le 1er février 1992, des membres de la RENAMO auraient exécuté 15 personnes à coups de hache, de couteau et de gourdin près de Xai-Xai, dans la province méridionale de Gaza. De son côté, en janvier 1992, l'armée mozambicaine aurait tué 160 membres de la RENAMO à l'occasion de diverses opérations dirigées contre les insurgés sur l'ensemble du territoire. A la fin de février 1992, la RENAMO a lancé une nouvelle offensive militaire. Le 6 août 1992, des membres de la RENAMO ont attaqué une ville de l'intérieur, tuant neuf personnes et faisant dérailler un train.

81. Ces faits semblent démontrer que, malgré les négociations en cours, les parties ne se sont pas sincèrement engagées à parvenir dans les meilleurs délais à une paix juste et durable. La longue guerre civile a transformé le Mozambique en l'un des pays les plus pauvres du monde et a fait plus de 500 000 morts. Plus d'un tiers de la population du pays est réfugiée ou déplacée : 1 280 000 Mozambicains ont cherché refuge dans des pays étrangers et 4,6 millions ont dû se déplacer vers d'autres régions du pays. Il faut ajouter à cela la mort de plus de 500 000 enfants de moins de 5 ans, qui seraient en vie aujourd'hui si le conflit n'avait pas éclaté, ainsi que les nombreuses victimes de la faim et de la malnutrition.

82. Dans le cadre de ce conflit armé interne et dans la perspective d'une évolution vers la paix, le Gouvernement a pris un certain nombre d'initiatives de démocratisation, bien qu'il repose toujours sur un parti unique. Le FRELIMO a toutefois abandonné l'idéologie marxiste-léniniste et condamné le système de parti unique, adoptant en outre diverses mesures de libéralisation de l'économie du pays. Bien que ces décisions aient été adoptées de façon unilatérale, elles ont été formulées dans le but de faciliter les négociations avec la RENAMO et en tant qu'éléments importants de l'ouverture démocratique.

/...

83. Le Rapporteur spécial estime devoir souligner que, le 5 août 1992, des conversations ont été entamées à Rome entre le Président du Mozambique, M. Joaquim Chissano, et le chef de la RENAMO, M. Alfonso Dhlakama, en présence du Président du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, et les Ministres des affaires étrangères du Botswana et de l'Italie, en vue de relancer le processus de négociation qui doit déboucher sur une paix juste et durable. Le 7 août, les deux parties ont signé une déclaration commune dans laquelle elles s'engageaient à conclure un accord définitif avant le 1er octobre 1992. C'était la première fois que le Président du Mozambique et le chef de la RENAMO se rencontraient depuis la proclamation de l'indépendance du pays en 1975. Les deux parties ont signé en outre deux accords partiels, l'un garantissant la sécurité dans les couloirs de communication de Beira et de Limpopo, l'autre établissant que dans un délai d'un an à compter de la signature d'un accord global de cessez-le-feu se tiendraient des élections pluralistes et représentatives.

84. Le Rapporteur spécial a réitéré sa conviction qu'une paix juste et la consolidation de la démocratie au Mozambique, s'accompagnant du respect intégral des droits à la vie, à l'intégrité, à la liberté de la personne et à la sécurité de tous les citoyens, seront assurées lorsque cessera toute ingérence étrangère et que le peuple mozambicain pourra jouir pleinement de son droit à l'autodétermination. Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra mettre un terme à la présence de mercenaires dans le pays. C'est dans ce contexte que le Rapporteur spécial s'est adressé au Gouvernement mozambicain pour lui exprimer son souhait de visiter le pays dans le cadre de son mandat afin de déterminer sur place comment il pourrait contribuer à renforcer l'appui que la communauté internationale apporte aux initiatives de paix, à l'exercice du droit à l'autodétermination et à la pleine jouissance des droits de l'homme du peuple mozambicain.

E. Afrique du Sud

85. Le Rapporteur spécial a mentionné dans tous ses rapports antérieurs les conflits en Afrique australe et la relation qui existe entre ces conflits et la politique d'apartheid appliquée par les précédents gouvernements sud-africains. La composante mercenaire de ces conflits a joué un rôle clef pour ce qui était d'entraver la jouissance des droits de l'homme et l'exercice du droit à l'autodétermination des peuples de cette région de l'Afrique. Par ailleurs, le Rapporteur spécial a fait amplement mention dans ses rapports précédents de la lutte menée par la majorité de la population sud-africaine pour liquider le régime de discrimination raciale. C'est essentiellement l'African National Congress (ANC) qui a assumé au cours des dernières années la direction de la résistance du peuple sud-africain et de sa lutte pour la liberté et l'égalité de droit, ce qui lui a valu d'être violemment persécuté. Il était manifeste que des groupes de mercenaires étaient responsables des actes de répression dirigés contre les dirigeants de l'ANC et des massacres perpétrés dans les faubourgs habités par la population majoritaire noire. Dans son rapport précédent à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1992/12), le Rapporteur spécial mentionnait les activités illégales menées par le Civil Co-operation Bureau (CCB), organisme des forces spéciales

de la SADF, par l'escadron de la police sud-africaine basé à Vlakplaas, connu sous le nom de "Unit C1", et par le Bureau de la sécurité du Conseil municipal de Johannesburg.

86. Il convient de souligner qu'un mercenaire de nationalité néo-zélandaise a tenté en 1986 de poser une bombe dans la résidence du Directeur de l'information de l'ANC à Lusaka, Thabo M'Beki. Arrêté et condamné à 18 mois de prison, l'intéressé a avoué qu'il travaillait pour le compte du Gouvernement sud-africain. Par ailleurs, un mercenaire d'origine suédoise, Human, a révélé à la représentation de l'ANC au Zimbabwe que c'étaient des mercenaires qui avaient assassiné à Paris, le 29 mars 1988, Dulcie September, représentante de l'ANC en France, au Luxembourg et en Suisse.

87. Depuis que M. De Klerk a assumé la présidence de l'Afrique du Sud, le Gouvernement de ce pays a entamé un virage nettement réformiste, orienté, dans un premier temps, vers une certaine libéralisation politique et, ensuite, en un processus progressif de démantèlement du régime d'apartheid et son remplacement par une organisation politique, sociale et économique ouverte et démocratique. Dans son rapport (E/CN.4/1992/12, par. 124 et 125), le Rapporteur spécial mentionne l'abrogation des lois relatives à la propriété foncière, à l'habitat séparé et à la classification des individus en fonction de leur race, ainsi que la modification de la loi de 1982 sur la sécurité intérieure. L'organisation en décembre 1991 de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique a permis de réunir à Johannesburg 19 partis politiques, dont 17 ont approuvé une "déclaration d'intention" sur l'édification d'une Afrique du Sud démocratique et non raciale, définissant les principes généraux de la future constitution. Par ailleurs, le 11 décembre 1991, a eu lieu la première opération de rapatriement massive d'exilés politiques, qui a permis à 120 personnes réfugiées en République-Unie de Tanzanie de rentrer en Afrique du Sud. Un autre groupe de 20 000 réfugiés devrait également rentrer au pays. On peut donc dire qu'à ce jour, le processus de démocratisation a déjà permis d'obtenir des résultats non négligeables.

88. Il convient de souligner, dans ce contexte, que par suite des réformes anti-apartheid, on a créé des commissions d'enquête sur les crimes commis par des membres et des organismes spéciaux de la SADF et de la police. Comme il ressort des rapports antérieurs et des dépositions faites devant les commissions d'enquête, les actions les plus violentes auraient effectivement été confiées à des mercenaires dans le cadre de la politique d'apartheid. Le Civil Co-Operation Bureau a récemment été condamné par une commission judiciaire pour avoir ordonné l'assassinat d'activistes anti-apartheid et d'autres personnes considérées comme ennemis de l'Etat. D'après des renseignements que le Rapporteur spécial a reçus récemment, cet organisme continuerait à mener des activités illicites par le biais d'entités et d'entreprises de façade. L'ancien directeur d'un organisme de renseignements militaire, Ben Conradie, a affirmé à l'hebdomadaire sud-africain The Weekly Mail que la SADF aurait commis divers actes illicites par le biais d'entités comme l'entreprise Eduguide CC. ou d'un réseau d'entités relevant de l'organisation Adult Education Consultants de Pretoria. Dans ce contexte, certains membres du Parti Inkatha de la liberté et des dirigeants liés à cette

organisation auraient été envoyés par les forces de sécurité sud-africaines en Israël pour y subir un entraînement militaire. Le Rapporteur spécial a reçu des renseignements selon lesquels, en janvier 1991, neuf mois après que le Président De Klerk avait déclaré que le Gouvernement avait mis fin à l'appui qu'il apportait à l'Inkatha, des membres de la police sud-africaine continuaient à financer les activités dudit parti.

89. Il ressortait également des rapports précédents que des groupes de Blancs, partisans irréductibles de l'apartheid, se sont organisés pour résister, au besoin par la violence, aux mesures prises pour éliminer le régime raciste. C'est ainsi que, alors que le gouvernement du Président De Klerk a encouragé la détente politique, négocié avec l'ANC, favorisé les accords de paix (14 septembre 1991) entre les principaux groupements politiques et syndicaux, allant jusqu'à encourager la création d'un comité national pour la paix et l'organisation d'une convention pour une Afrique du Sud démocratique, et amené le Parlement à abroger les trois lois constitutives du régime d'apartheid, une partie de la minorité blanche à laquelle il appartient refuse de reconnaître la fin du système raciste grâce auquel elle bénéficiait de privilèges absolus et exclusifs.

90. Comme le Rapporteur spécial l'a déjà fait remarquer, ces groupes, encouragés notamment par des membres du Parti conservateur, ont mis en place des entités paramilitaires auxquelles participent des mercenaires afin de "lutter pour la survie du peuple blanc". Ces groupes sont passés rapidement à l'action violente et ont notamment fomenté les affrontements entre diverses ethnies d'Afrique du Sud. C'est pourquoi, et malgré les efforts déployés par le gouvernement du Président De Klerk, celui-ci n'a pas pu éviter de s'empêtrer dans ces contradictions qui ont non seulement entravé le bon déroulement du processus anti-apartheid mais risquent, en outre, de le paralyser.

91. Le Parti conservateur et l'Afrikaner Resistance Movement (AWB) ont refusé de participer à la Convention pour une Afrique du Sud démocratique organisée en décembre 1991. Dix dirigeants de l'AWB ont été arrêtés par la police le 28 janvier 1992 en rapport avec la participation de membres de cette organisation à un affrontement armé qui avait fait 58 blessés en 1991. Par ailleurs, le Ministère sud-africain de la loi et de l'ordre a annoncé, le 16 décembre 1991, le début d'une enquête sur la tentative d'enlèvement du petit-fils du Président De Klerk, attribuée à des membres de la Boere-Weerstandsbeweging (BWB) qui voulaient échanger cet enfant de moins de 4 ans contre deux de ses militants arrêtés, l'un d'eux sous l'inculpation d'avoir assassiné sept personnes membres de la majorité.

92. En 1992, ces groupes racistes ont mené une campagne d'attentats terroristes contre des écoles multiraciales, des syndicats et des tribunaux. Le dirigeant de l'un de ces groupes, Robert van Tonder, a déclaré le 22 avril 1992 à Johannesburg, que "la lutte armée est le seul moyen d'assurer la liberté des Boers". Le 14 mars, 40 organisations racistes, parmi lesquelles le Parti conservateur, l'AWB et le Parti national réformé (HNP), ont signé un accord pour "assurer la défaite de Mandela et de De Klerk". Il

convient de signaler que l'organisation connue sous le nom de World Apartheid Movement a recruté le mercenaire belge Jean Bultot et utilisé ses services comme instructeur pour l'utilisation d'armes de guerre.

93. En mars 1992, afin de sortir de l'impasse, de surmonter l'opposition des organisations racistes et de renforcer sa position, le Président De Klerk a organisé un référendum auprès de la minorité blanche pour lui demander si elle appuyait la poursuite du processus de réforme devant déboucher sur une nouvelle constitution par le biais de négociations. Le résultat a été favorable à De Klerk qui a ainsi amélioré sa position et, partant, sa capacité politique de négocier des accords entre les différents secteurs organisés, notamment avec les organisations politiques. Néanmoins, le référendum n'a pas permis de résoudre certaines questions de procédure concernant les négociations, ce qui a donné lieu à diverses propositions qui ne sont pas de nature à promouvoir le consensus. L'ANC a présenté son projet d'assemblée constituante, selon lequel les réformes doivent provenir d'une assemblée de 400 membres élus au suffrage universel selon le système de la représentation proportionnelle. Le Gouvernement n'a pas accepté cette proposition ni aucune autre dans laquelle il ne serait pas tenu compte des propositions de la minorité.

94. Cette situation inextricable, qui est directement liée à la question de savoir quel modèle de démocratie on souhaite réellement appliquer en Afrique du Sud, est susceptible d'engendrer de nouveaux désaccords et actes de violence. L'incident qui a eu les conséquences les plus graves pour la reprise des négociations est le massacre qui a eu lieu le 17 juin 1992 à Boipatong, dans les faubourgs de Johannesburg. Ce massacre qui a fait au moins 42 morts n'était en apparence qu'un affrontement interethnique mais tout porte à croire qu'il a été organisé à l'instigation de groupes blancs prônant la violence et de mercenaires. A la suite de ces événements, l'ANC a refusé de poursuivre les négociations avec le Gouvernement qu'il accuse de jouer un double jeu, évitant ainsi une solution définitive qui soit contre l'apartheid et pour la démocratie. Le Président De Klerk a signalé pour sa part que l'ANC sabote les négociations, indiquant qu'"il veut s'emparer du pouvoir par l'affrontement et la mobilisation" niant par la même occasion toute responsabilité du Gouvernement, de la police ou des forces armées comme instigateurs des actes de violence. Le 5 août 1992, d'importantes manifestations pour la paix et la démocratie ont eu lieu à Pretoria et dans d'autres villes du pays, à l'issue de deux journées de grève générale décrétée par l'ANC, le Congress of South African Trade Unions (COSATU) et le Parti communiste d'Afrique du Sud (SACP).

95. La situation étant celle qu'il a décrite, le Rapporteur spécial estime qu'il faut suivre de près l'évolution des événements en Afrique du Sud, car le risque d'intensification de la violence est réel et la présence et l'utilisation de mercenaires pourraient être un facteur aggravant. Il existe aussi un autre danger réel, à savoir que non seulement le processus de démantèlement de l'apartheid risque d'être paralysé mais aussi que les positions en faveur d'un retour au régime d'apartheid et, notamment, d'un durcissement de ce régime, risquent d'être renforcées. Dans ces conditions,

le Rapporteur spécial fait valoir au Ministre sud-africain des affaires étrangère, M. Pik Botha, qu'il serait utile et opportun que le Rapporteur spécial puisse se rendre en Afrique du Sud pour y observer les enquêtes en cours et contribuer à l'élimination définitive du recours aux activités mercenaires, ainsi qu'à la détente et au retour au dialogue politique en faveur de l'instauration de la paix, de la démocratisation et du développement dans le pays.

96. Le Rapporteur spécial réitère ce qu'il a déclaré dans ses rapports antérieurs, à savoir que l'abrogation du régime d'apartheid en Afrique du Sud, la consolidation du processus de paix et de démocratisation, sans retour en arrière ni concessions et le renforcement de la conscience civique de la population marqueront le début de la détente et la fin de méthodes de répression utilisées pour imposer des politiques racistes. Il est évident que si ces conditions sont remplies, le recours aux services de mercenaires prendra également fin. Le Rapporteur spécial estime, enfin, que la communauté internationale et, en particulier, les organes de l'Organisation des Nations Unies qui ont contribué à l'élimination de l'apartheid, qui constitue une violation des droits fondamentaux de l'homme du peuple sud-africain et un crime contre l'humanité, doivent redoubler d'efforts pour obtenir qu'il soit mis fin à la violence raciste, que l'on surmonte les contradictions et que l'on puisse relancer les négociations devant aboutir à l'instauration de la paix en Afrique du Sud et à la démocratisation du pays. Dans le cadre de ces efforts, la contribution des groupes de travail, des commissions et des experts qui, dans leurs domaines de spécialisation respectifs, ont oeuvré contre l'apartheid et en faveur de la liberté et des droits de l'homme, doit être encouragée.

V. PRESENCE DE MERCENAIRES DANS L'ANCIENNE YUGOSLAVIE

97. L'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie, constituée en 1945, qui a succédé au Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes fondé en 1918, était parvenu à organiser un Etat composé de peuples très divers. Les Serbes héritiers de la tradition byzantine et ottomane de religion orthodoxe, les Croates liés au monde latin et de religion catholique, les Albanais de religion musulmane et d'autres groupes ont créé un Etat qui, sur le plan politique, a été l'un des fondateurs du Mouvement des pays non alignés et, sur le plan économique, a appliqué, toutefois sans grand succès, un système original d'autogestion et de socialisme. La renonciation à la tolérance entre nations et nationalités différentes et au respect entre ethnies ayant des religions et des coutumes différentes et le fait que les autorités fédérales n'aient pas tenu compte de la nécessité d'agir ainsi ont provoqué l'effondrement de l'ancienne Yougoslavie et la guerre la plus cruelle que l'Europe ait connue depuis 1945.

98. Après un conflit de brève durée en juillet 1991, le peuple slovène a pu créer un Etat souverain et indépendant et l'armée populaire yougoslave a été contrainte de se retirer de ce territoire. Le peuple croate a dû livrer de durs combats. Au cours des six mois qui se sont écoulés entre août 1991 et janvier 1992, la guerre en Croatie a fait 10 000 victimes et le nombre de

/...

réfugiés et de personnes déplacées s'est chiffré à plus de 600 000. Une grande partie de l'est et du sud-ouest de la Croatie sont demeurées sous le contrôle de l'armée populaire yougoslave et de groupes paramilitaires serbes. Selon le Ministère de l'information de la République de Croatie, entre le 17 août 1990 et le 19 janvier 1992, 1 493 civils croates ont été tués ainsi que 1 593 membres de la garde nationale et de la police croate, sans compter les victimes non identifiées. D'autres sources ont fait savoir au Rapporteur spécial que le 26 juin 1992, le Tribunal militaire de Belgrade a condamné à mort trois soldats croates qui avaient participé à la défense de Vukovar. Leurs noms seraient les suivants : Nikola Cibaric, Martin Sabljic et Zoran Siposa.

99. Presque toutes les normes du droit international humanitaire, élaborées au fil des siècles en vue d'humaniser les conflits armés et de réduire les souffrances qu'ils occasionnent, ont été violées à l'occasion de cette guerre. La population civile a fait l'objet d'attaques directes de la part des deux parties, attaques visant à l'anéantir, à provoquer la terreur ou à la contraindre à abandonner ses foyers pour constituer des "zones ethniquement pures". Les blessés et les malades ont été privés de soins médicaux, les cadavres sont demeurés sans sépulture pendant des jours ou ont été détruits à l'aide d'explosifs, les balles ont été modifiées en vue d'accroître les souffrances des blessés et de réduire leurs chances de survie et le personnel des organismes humanitaires, les médecins et le personnel médical et les membres d'organismes religieux ont été la cible d'attaques directes. Des prisonniers de guerre ont été maltraités et torturés et des lieux de culte et des monuments culturels ont été inutilement détruits.

100. Au cours de la guerre en Croatie, 14 accords de cessez-le-feu ont été négociés et violés dans les heures qui ont suivi leur signature et n'ont servi qu'à concentrer et à redéployer des forces. Un nouvel accord de cessez-le-feu, conclu le 3 janvier 1992 sous les auspices de l'ONU, a toutefois permis de réduire de manière significative l'intensité du conflit armé en Croatie.

101. L'ancienne Yougoslavie a, cependant, été rapidement en proie à un autre conflit armé, cette fois dans la République de Bosnie-Herzégovine, malgré les diverses séries de négociations, tenues sous les auspices de la Communauté européenne, entre les communautés musulmanes, croates et serbes de ladite République. Le bombardement aveugle des villes et villages, en particulier de la capitale de la République, Sarajevo, qui a cruellement affecté la population civile a été la principale caractéristique de ce conflit. La population civile a non seulement subi des attaques directes constantes, mais a pâti des conséquences de la destruction des infrastructures de la République et des ressources indispensables à sa survie. D'avril à juillet 1992, Sarajevo a été bombardé par l'armée populaire yougoslave et par les forces paramilitaires serbes et les anciens quartiers de la ville habités en majorité par les musulmans ont été totalement détruits. La capitale d'Herzégovine, Mostar, et la ville orientale de Tuzla ont été soumises à des bombardements constants et à des tirs de mortiers, de missiles et de fusées. Au cours des deux premiers mois de la guerre en Bosnie-Herzégovine, 5 000 personnes sont

mortes ou ont été portées disparues et plus de 20 000 ont été blessées, selon les chiffres fournis par l'état-major de la défense civile de Belgrade. D'autre part, la pseudo-doctrine de la "purification ethnique" aurait donné lieu à la création de plusieurs camps de concentration sur le territoire de Bosnie-Herzégovine et à des violations des droits fondamentaux les plus élémentaires.

102. Dans l'appel dramatique qu'il a lancé à la communauté internationale le 27 mai 1992, le Comité de crise touchant la situation sanitaire et la paix sociale de la République de Bosnie-Herzégovine a indiqué que le conflit armé affectait 75 % du territoire de la République et plus de 3 millions de citoyens répartis dans 72 communautés. Cinq mille cent soixante-dix personnes étaient mortes ou portées disparues, 18 400 avaient été blessées et sur ce nombre 7 500 demeuraient invalides. Cinq cent quatre vingt mille personnes avaient perdu leurs foyers et 640 000 étaient devenues des réfugiés. Les attaques systématiques visant à endommager les infrastructures essentielles de la République avaient détruit 52 hôpitaux et centres de santé, dont la maternité de Sarajevo, ainsi que des centres de distribution de vivres, des magasins, des autobus, des lignes de chemin de fer et des routes. Le Comité de crise estimait que seule la réouverture, sous contrôle international, des aéroports de Sarajevo et de Mostar et des principales voies d'accès à la capitale permettraient l'acheminement de l'aide internationale dont la population avait un besoin urgent. La résolution 761 du Conseil de sécurité a effectivement permis la réouverture par les forces de l'ONU, avec quelques interruptions, de l'aéroport Butmir de Sarajevo et l'établissement de couloirs de sécurité pour l'acheminement de l'aide aux populations sinistrées. Les bombardements se poursuivent néanmoins et le nombre de victimes de cette cruelle guerre augmente sans cesse.

103. Contrairement à ce qui s'est produit, ou se produit, dans le cas de nombreux autres conflits armés, les parties belligères dans les guerres de Croatie et de Bosnie-Herzégovine ont fait preuve d'un manque total de respect à l'égard des emblèmes et du personnel des organisations internationales et humanitaires, en tuant ou en blessant ceux qui ne cherchent qu'à atténuer les souffrances de la population civile et des combattants blessés. Dans l'accomplissement de sa tâche, le personnel de missions humanitaires d'organisations non gouvernementales, du Comité international de la Croix-Rouge, de la Communauté européenne et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés s'est heurté à de graves difficultés tout au long de l'année. Le manque de coopération des membres de l'armée populaire yougoslave et des groupes armés irréguliers serbes à l'égard du personnel de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) a amené le Conseil de sécurité à adresser, le 21 mai 1992, une protestation aux autorités de Belgrade.

104. Ces faits, récapitulés sommairement, préoccupent la communauté internationale. Dans le cadre de l'ONU, le Conseil de sécurité a adopté des accords importants visant à mettre fin à la guerre, à atténuer les souffrances de la population civile en général et à assurer l'acheminement des secours humanitaires. Dans le cadre de la Commission des droits de l'homme, les

/...

plaintes touchant de graves violations des droits de l'homme et des règles du droit international humanitaire ont été examinées par des groupes de travail et des rapporteurs spéciaux. Par la suite, la Commission des droits de l'homme a dû tenir une session extraordinaire les 13 et 14 août 1992 pour étudier la situation et a décidé de nommer d'urgence un Rapporteur spécial. Quant à l'utilisation de mercenaires, le Rapporteur spécial ne pouvait qu'examiner ces faits graves étant donné que diverses sources, officielles ou émanant d'organisations non gouvernementales et la presse internationale ont mentionné la présence de mercenaires à propos de crimes, de tortures et d'autres atrocités violant de manière flagrante les droits fondamentaux des populations victimes de la guerre.

105. L'exercice par plusieurs peuples de l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie de leur droit à l'autodétermination est un fait concret et la guerre contre la Croatie ou contre la Bosnie-Herzégovine est la conséquence de la non-acceptation par la Serbie et le Monténégro de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de ces Etats. Tant la Croatie que la Bosnie-Herzégovine, ainsi que la Slovénie, sont devenues des Etats souverains, reconnus par l'ONU et devenus Membres de l'Organisation. La guerre et l'occupation d'une partie de leurs territoires est une atteinte au droit de leurs peuples à l'autodétermination, bien que les autorités fédérales prétendent que ce droit a déjà été exercé lorsque les peuples desdits Etats ont approuvé la Constitution de l'ancienne Yougoslavie. Les Etats agressés ont le droit de se défendre et d'organiser leurs armées nationales, mais ils faut aussi mentionner l'incorporation dans leurs armées nationales de volontaires et de brigades étrangères.

106. Ce dernier point relatif à la présence de combattants étrangers doit, toutefois, être dûment explicité afin d'éviter des confusions et que les mercenaires, guerriers professionnels qui participent à des conflits armés sans rapport avec leur pays d'origine, les enveniment et en tirent profit, soient qualifiés sans équivoque et ne puissent être confondus avec de généreux combattants pour la paix. Quel que soit le lieu où ils opèrent, les mercenaires profitent de la guerre, sans se soucier de la légitimité de la cause à laquelle ils s'associent ni des violences et des destructions que leur présence provoque. On a pu constater, en effet, que les actes les plus féroces et les plus odieux commis lors de conflits armés internes ou internationaux sont le fait de mercenaires spécialement recrutés pour commettre des crimes de guerre, domaine où ils ont fait leurs preuves. En l'occurrence, les plaintes relatives à de graves violations des droits de l'homme sont nombreuses et dans un très grand nombre de cas sont liées aux "Forces paramilitaires", aux "brigades internationales" et aux "volontaires étrangers".

107. Les questions qui doivent être éclaircies pour parvenir à une qualification juridique correcte des cas d'espèce et à l'attribution des responsabilités sont les suivantes : quel est le nombre d'étrangers participant aux conflits armés dans le territoire de l'ancienne République de Yougoslavie? A quel titre s'y trouvent-ils? Comment sont-ils entrés dans le territoire? Qui les a amenés? A quel moment sont-ils arrivés et ont-ils été

incorporés dans l'appareil militaire? Les atroces violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises dans le cadre de ces conflits ne sont en aucun cas justifiables, mais si certaines de ces violations sont le fait de mercenaires, ceux qui les ont recrutés doivent également en porter la responsabilité. Diverses résolutions d'organes des Nations Unies ont condamné, sans aucune exception, l'utilisation de mercenaires et c'est dans le cadre des dispositions desdites résolutions que doit être précisée la présence d'étrangers participant en tant que mercenaires aux conflits armés qui ont éclaté dans le territoire de l'ancienne Yougoslavie.

108. Vu le caractère délicat de cette situation, le Rapporteur spécial a jugé préférable, avant de parvenir à toute conclusion, de s'adresser officiellement aux parties intéressées afin d'obtenir des renseignements permettant de préciser le statut des éléments étrangers participant à des actions militaires et la qualification juridique à retenir. Le Rapporteur spécial a donc sollicité des Ministères des affaires extérieures des Républiques de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, de Slovénie et de la République fédérative de Yougoslavie des renseignements détaillés au sujet des questions suivantes :

a) La présence d'effectifs militaires étrangers se trouvant dans leur République, non en vertu d'accords de coopération militaire et n'appartenant pas à la FORPRONU déployée par l'ONU dans la zone concernée;

b) Les conditions dans lesquelles ces effectifs étrangers ont été recrutés et entraînés; leur rôle et leur participation au conflit affectant l'Etat concerné, afin de tenir dûment compte du statut de ce personnel conformément aux normes internationales en vigueur en la matière;

c) Les rapports des effectifs militaires étrangers avec les forces armées régulières de l'Etat concerné et le rôle assigné et le statut accordé par le gouvernement concerné;

d) Enfin, le Rapporteur spécial aimerait obtenir du gouvernement concerné les renseignements qu'il pourrait lui fournir au sujet de la présence de forces mercenaires impliquées dans le conflit armé et opérant pour le compte de l'autre partie au conflit.

109. Le Rapporteur spécial espère également obtenir des renseignements utiles des organisations non gouvernementales et des organismes internationaux gouvernementaux de façon à pouvoir présenter une analyse complète de la question dans le rapport qu'il soumettra à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-neuvième session.

VI. ETAT ACTUEL DE LA CONVENTION INTERNATIONALE CONTRE LE RECRUTEMENT, L'UTILISATION, LE FINANCEMENT ET L'INSTRUCTION DE MERCENAIRES

110. Par sa résolution 44/34 adoptée le 4 décembre 1989, l'Assemblée générale, sachant que des mercenaires sont recrutés, utilisés, financés et instruits pour des activités qui violent des principes du droit international tels que

/...

ceux de l'égalité souveraine, de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale des Etats ainsi que de l'autodétermination des peuples, a adopté et ouvert à la signature et à la ratification ou à l'adhésion la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires. L'Assemblée générale a ainsi contribué au développement progressif et à la codification du droit international en la matière en réaffirmant les buts et principes énoncés dans les deux premiers Articles de la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies (résolution 26/25 (XXV) de l'Assemblée générale du 24 octobre 1970).

111. L'entrée en vigueur de la Convention permettra d'élargir, d'approfondir, de mieux préciser et de mettre à jour les règles internationales visant à prévenir, à poursuivre et à réprimer le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires. La Convention permettra de développer et de renforcer la coopération entre les Etats afin que ceux-ci puissent contribuer à l'élimination de ces activités et au respect des buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies. Le Rapporteur spécial s'inquiète donc de constater qu'au moment de l'achèvement de l'établissement du présent rapport, sept Etats seulement avaient mené à bien la procédure leur permettant d'annoncer qu'ils s'engageaient à respecter les dispositions de la Convention : la Barbade, qui a adhéré à la Convention le 10 juillet 1992, les Maldives qui ont signé la Convention le 17 juillet 1990 et l'ont ratifiée le 11 septembre 1991; les Seychelles qui ont adhéré à la Convention le 12 mars 1990; le Suriname qui a signé la Convention le 27 février 1990 et l'a ratifiée le 10 août de la même année et le Togo qui a déposé son instrument d'adhésion le 25 février 1991.

112. Ont par ailleurs signé la Convention les 14 Etats suivants : Allemagne (20 décembre 1990), Angola (28 décembre 1990), Biélorussie (13 décembre 1990), Cameroun (21 décembre 1990), Congo (20 juin 1990), Italie (5 février 1990), Maroc (5 octobre 1990), Nigéria (4 avril 1990), Pologne (28 décembre 1990), Roumanie (17 décembre 1990), Ukraine (21 septembre 1990), Uruguay (20 novembre 1990), Yougoslavie (12 décembre 1990) et Zaïre (20 mars 1990).

113. Conformément aux dispositions du premier paragraphe de son article 19, la Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date de dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion. Le Rapporteur spécial se doit d'appeler l'attention sur la lenteur du processus de ratification ou d'adhésion par lequel un Etat exprime son engagement étant donné que jusqu'à présent cinq Etats seulement ont mené à bien ce processus.

114. Le Rapporteur spécial ne peut que relever une contradiction préoccupante : la communauté internationale a, principalement grâce à l'action menée par l'Organisation des Nations Unies et par l'Organisation de l'unité africaine, accompli de grands progrès en vue d'éliminer le recours aux activités de mercenaires. Toutefois, la Convention adoptée par l'Assemblée générale et élaborée sous ses auspices afin de prévenir et de sanctionner ces

activités ne peut entrer en vigueur, trois ans après son adoption, en raison du nombre insuffisant d'Etats parties. La Convention confirme le caractère juridique des multiples résolutions et déclarations des Nations Unies qui dénoncent les activités de mercenaires, et affirme que le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires doivent être considérés comme des infractions qui préoccupent vivement tous les Etats et que toute personne ayant commis l'une quelconque de ces infractions doit être traduite en justice ou extradée. Il importe donc que la Convention entre en vigueur pour que la coopération entre les Etats visant à prévenir, juger et sanctionner ces infractions soit plus efficace.

115. Le Rapporteur spécial se doit de rappeler qu'indépendamment de l'entrée en vigueur de la Convention internationale, les Etats sont tenus d'agir conformément aux principes du droit international et aux normes du droit coutumier international pour éliminer ces activités répréhensibles qui continuent de porter atteinte au respect des droits de l'homme et à l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination.

VII. CONCLUSIONS

116. Le fait que le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires aient été condamnés, à maintes reprises, par l'Assemblée générale, par le Conseil économique et social et par la Commission des droits de l'homme constitue un rejet sans appel de cette activité illicite qui porte atteinte aux droits de l'homme et au droit à l'autodétermination des peuples qui pâtissent de la présence de mercenaires. Dans cet ordre d'idées, les Etats doivent non seulement s'abstenir de recruter des mercenaires ou permettre ou tolérer des actes mercenaires, mais également faire preuve de la plus grande vigilance devant la menace de telles activités et prendre toutes les mesures nécessaires, notamment des mesures législatives qui prévoient la répression des différentes infractions inhérentes à toute activité mercenaire. La position de l'Organisation des Nations Unies se résume donc à un rejet et à une condamnation sans appel des activités mercenaires.

117. Il ressort clairement des éléments d'information recueillis par le Rapporteur spécial que l'humanité est toujours victime de crimes perpétrés par des mercenaires, actes qui affectent tant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les droits de l'homme. Scénario classique bien connu, les mercenaires participent, moyennant rémunération, à des conflits armés pour le compte de l'une des parties et commettent des crimes atroces et des actes de torture, de sabotage et de destruction d'infrastructures. Il a été clairement établi que ces activités sont liées à d'autres activités criminelles, telles que le terrorisme et le trafic des armes et de la drogue. Les éléments d'information recueillis confirment l'existence d'un "marché" de mercenaires et de groupes organisés prêts à mener des activités illicites qui, en soi, portent atteinte à la souveraineté des Etats, aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes ou à la stabilité d'un gouvernement constitutionnellement établi. Tels sont les liens tissés entre bandes de trafiquants de drogue et de trafiquants d'armes d'une part et des groupes armés irréguliers qui ont recours au terrorisme, et des mercenaires, lesquels s'entraident et se rendent mutuellement service, leur violence étant dirigée contre un pays ou un peuple donné ou contre la communauté internationale dans son ensemble.

118. Parmi les crimes impliquant des mercenaires et condamnés par l'ensemble de la communauté internationale, on peut citer les actes perpétrés par ceux-ci lorsqu'ils opèrent en bandes agissant de concert avec des trafiquants d'armes, des trafiquants de drogue et des terroristes. Ainsi, un groupe armé irrégulier qui a recours au terrorisme peut se transformer en groupe mercenaire en passant dans le territoire d'un autre Etat pour protéger, moyennant paiement, une bande de trafiquants de drogue, ou pour occuper une partie d'un territoire étranger, usurpant ainsi l'autorité d'un Etat souverain.

119. Au cours des années 1991 et 1992, le nombre des pays touchés par des conflits armés a augmenté. L'Afrique demeure toutefois le continent le plus touché par la présence active de mercenaires. Cela étant, certains conflits en Afrique australe où l'on a constaté la présence de mercenaires continuent de faire l'objet de négociations politiques en vue d'un règlement pacifique. En effet, à mesure que cessent les hostilités ou que les opérations armées perdent de leur intensité, l'on constate que les activités mercenaires vont diminuant.

120. Dans le cas de l'Angola, les accords de paix conclus à Lisbonne entre le gouvernement du Président Dos Santos et l'UNITA sont toujours respectés par les deux parties en dépit des difficultés qui surgissent de temps à autre mais qui sont vite surmontées. En septembre 1992, l'un des accords les plus importants, à savoir celui relatif à l'organisation d'élections démocratiques sera appliqué. A cet égard, le Rapporteur spécial partage l'avis du Gouvernement angolais selon lequel les activités mercenaires sont un phénomène en voie de disparition en Angola.

121. Divers éléments d'information reçus par le Rapporteur spécial concernant le conflit armé interne au Libéria indiquent qu'il existe un risque réel d'internationalisation, le conflit pouvant alors opposer la Guinée et la Sierra Leone au Burkina Faso et à la Côte d'Ivoire, d'où le risque également d'un recours massif aux mercenaires. En fait, la présence de ces derniers est signalée par plusieurs sources qui font également état de graves violations des droits de l'homme.

122. Le conflit armé opposant le Gouvernement mozambicain à la RENAMO n'a guère perdu de son intensité en dépit des négociations récemment engagées pour y mettre fin. Ce conflit, probablement le plus sanglant en Afrique australe, a été marqué par l'intervention de puissances étrangères et par la présence active de groupes mercenaires. Jusqu'ici, les négociations pour y mettre fin n'ont donné que des résultats aussi partiels qu'éphémères, tels que des accords de cessez-le-feu partiel dans certains couloirs de transit, qui ont fait l'objet d'attaques armées par la RENAMO. Cela étant, les négociations se poursuivent sous la supervision officielle des Gouvernements botswanien, italien et zimbabwéen, et le Gouvernement mozambicain a demandé que les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni y soient également associés en tant qu'observateurs officiels. Par ailleurs, le Gouvernement a pris des ouvertures visant à faciliter les négociations avec la RENAMO et à créer un climat démocratique. Il faut toutefois appeler l'attention sur les accords récemment conclus entre le Président du Mozambique et le chef de la RENAMO qui

se sont engagés à Rome à signer un accord de paix définitif avant octobre 1992 et à organiser des élections pluralistes et représentatives dans l'année qui suit la signature de l'accord.

123. Pendant de nombreuses années, la politique d'apartheid adoptée par l'Afrique du Sud a suscité des troubles dans l'ensemble de la région d'Afrique australe. Le système de discrimination raciale, qui constitue en soi un crime contre l'humanité et une violation des droits fondamentaux de l'homme, ne touchait pas seulement l'Afrique du Sud, puisque des fonctionnaires civils et militaires sud-africains participaient à des activités illicites dirigées contre la souveraineté et l'autodétermination des autres peuples d'Afrique australe. L'utilisation de mercenaires était l'une des méthodes adoptées pour imposer, consolider et promouvoir la politique raciste d'apartheid et faire obstacle à l'autodétermination des autres peuples africains. La participation de mercenaires - fait constaté dans divers conflits dans la région - et leur utilisation pour perpétrer des attentats contre des dirigeants de l'ANC font l'objet actuellement d'enquêtes judiciaires en Afrique du Sud, enquêtes qui confirment la participation de mercenaires à des activités criminelles.

124. Le processus déclenché par le Président Frederik W. De Klerk pour démanteler le régime d'apartheid s'est poursuivi et l'abolition des principales lois de ce régime ont ouvert la voie à la mise en place d'un système politique, social et économique ouvert, non racial et démocratique. La politique du Président De Klerk a été entérinée par référendum et des commissions d'enquête ont été ouvertes sur les crimes perpétrés par des membres et des services spéciaux des Forces de défense sud-africaines et de la police sud-africaine, enquêtes qui ont établi la participation de mercenaires, lesquels étaient responsables des actions les plus violentes commises dans le cadre de l'application des politiques d'apartheid.

125. Malgré des progrès importants et l'existence d'un forum pour une Afrique du Sud démocratique, ce processus se heurte à des obstacles qui empêchent l'examen et l'adoption d'une constitution démocratique avec la participation, à pied d'égalité, de l'ensemble de la population. Cela a donné lieu à des tensions entre le Gouvernement et l'ANC qui ont servi de toile de fond à des actes de violence, tels que le massacre de 42 personnes à Boipatong (faubourg de Johannesburg) le 17 juin 1992. Affrontement ethnique, du moins en apparence, cet incident aurait été, selon certaines sources, perpétré à l'instigation de groupes de partisans blancs de la violence et de mercenaires.

126. Les informations reçues par le Rapporteur spécial confirment que plusieurs groupes appartenant à la minorité blanche en Afrique du Sud ont mis en place des organisations racistes composées d'éléments paramilitaires et de mercenaires pour s'opposer, par la violence, au processus de démocratisation et perpétuer le régime d'apartheid. Aussi ne peut-on pas dire que la situation en Afrique du Sud évolue inéluctablement dans le sens de la démocratie et du démantèlement de l'apartheid. Face à la recrudescence de la violence provoquée par tous ceux qui s'opposent au processus en question, la communauté internationale est appelée à ne pas relâcher sa vigilance et à maintenir la pression contre le système de discrimination raciale.

/...

127. Le présent rapport préliminaire porte également sur les sérieux développements survenus dans les anciens territoires de l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie. Il ressort des informations reçues que plusieurs peuples de ladite ex-République ont décidé d'exercer leur droit à l'autodétermination en optant pour l'indépendance et pour des Etats indépendants; or cette décision a été contestée par la force armée, la Serbie et Monténégro attaquant la Croatie, puis la Bosnie-Herzégovine, au mépris de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de ces Etats. Il faut rappeler que aussi bien la Croatie que la Bosnie-Herzégovine se sont constituées en Etats souverains et indépendants qui ont été admis au sein de l'Organisation des Nations Unies. Aussi la guerre et l'occupation d'une partie de leur territoire constituent-elles une violation flagrante de la souveraineté et du droit à l'autodétermination de leurs peuples. Il faut donc soutenir le droit de légitime défense de ces Etats agressés.

128. Au cours de ces conflits, on a constaté la violation des droits de l'homme les plus élémentaires et de pratiquement tous les principes du droit humanitaire international. Les populations civiles de Croatie et de Bosnie-Herzégovine ont été victimes d'attaques directes visant à les exterminer, à provoquer des tensions ou à les contraindre à abandonner leurs foyers, le but étant de créer des zones "ethniquement nettoyées" dans le cadre de la doctrine dite de "purification ethnique". Dans le cas de la Bosnie-Herzégovine, on a également établi l'existence de camps de concentration où sont détenus des prisonniers, principalement musulmans, et où les droits de l'homme les plus élémentaires auraient été violés de la manière la plus atroce. Malades et blessés se sont vu refuser toute assistance médicale; des cadavres sont restés non enterrés pendant des jours lorsqu'ils n'ont pas été sautés à l'explosif; les balles ont été modifiées de façon à faire souffrir davantage les blessés et à réduire leurs chances de survie; et l'on a attaqué directement le personnel des organisations internationales et humanitaires, des médecins et des agents de santé et des membres d'organisations religieuses. Des prisonniers de guerre ont été soumis à des tortures et autres sévices, et des lieux de culte, des monuments culturels et des ouvrages d'infrastructure nécessaires à la survie de la population civile ont été détruits.

129. Le Rapporteur spécial a dû se pencher sur les faits graves qui ont lieu dans les territoires de l'ex-République fédérative socialistes de Yougoslavie, plusieurs sources - sources officielles, organisations non gouvernementales, presse internationale - faisant état de la participation de mercenaires à des crimes, tortures et autres atrocités en violation flagrante des droits de l'homme des populations touchées par le conflit. Etant donné la présence de combattants étrangers, le Rapporteur spécial pense qu'il est nécessaire que le statut de ces derniers soit soigneusement établi et précisé pour éviter toute équivoque et pour s'assurer que des mercenaires, véritables professionnels de la guerre, qui participent, moyennant salaire, à des conflits armés qui leur sont étrangers ne soient pas faussement qualifiés de nobles combattants internationalistes pour la paix ou pris pour tels.

130. L'ambiguïté de l'état et du statut juridique des éléments étrangers participant aux combats dans les territoires de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine est un fait et il faut la lever, d'autant que les informations sur les graves violations des droits de l'homme les imputent indistinctement à des mercenaires, à des forces paramilitaires, à des "experts étrangers", à des "volontaires internationaux", à des membres de "brigades", etc. Le Rapporteur spécial a donc conclu qu'il faut adresser aux ministères des affaires étrangères des Républiques de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, de Slovénie et de la République fédérative de Yougoslavie des lettres leur demandant de fournir des informations précises sur la présence, dans leurs territoires respectifs, d'éléments militaires étrangers qui ne seraient pas là en vertu d'accords internationaux d'assistance militaire auxquels ils sont parties ou qui n'appartiendraient pas aux forces militaires déployées par l'ONU dans cette zone dans le cadre de la FORPRONU. Le Rapporteur spécial espère également pouvoir recevoir des organisations non gouvernementales et des organismes gouvernementaux internationaux de nouvelles informations précises et spécifiques sur la participation de mercenaires dans ce grave conflit.

131. La Convention ne peut entrer en vigueur qu'après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion. Or, au moment de la rédaction du présent rapport, seuls cinq Etats (Barbade, Maldives, Seychelles, Suriname et Togo) ont mené à bien la procédure constitutionnelle devant leur permettre de se déclarer liés par la Convention. Il semblerait donc qu'il existe un retard au niveau du dépôt des instruments de ratification et d'adhésion nécessaires à la rapide entrée en vigueur de la Convention, ce qui n'est pas de nature à faciliter la coopération entre les Etats pour prévenir, réprimer, sanctionner et éliminer les activités mercenaires.

VIII. RECOMMANDATIONS

132. Compte tenu de l'ensemble des résolutions que l'Organisation des Nations Unies a adoptées en faveur de l'indépendance et du droit à l'autodétermination des peuples soumis au colonialisme et à la domination ou à l'occupation étrangère, ainsi que des résolutions qui condamnent directement l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et l'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination, il est recommandé à l'Assemblée générale de réaffirmer ces positions et, partant, la nécessité de renforcer les principes de la souveraineté, de l'égalité juridique, de l'indépendance des Etats et de l'autodétermination des peuples, tout en condamnant expressément l'utilisation, le financement, le recrutement et l'instruction de mercenaires dans le but de porter atteinte à ces principes fondamentaux.

133. Malgré la fin de la guerre froide et la tendance générale à la détente, le nombre de conflits armés a augmenté dans le monde et, dans certains cas, l'intensité des conflits existants s'est accrue, à tel point que pratiquement aucun continent n'a été épargné par la violence. Comme cela s'est produit dans le passé, ces conflits ont facilité l'offre de services de mercenaires disposés à intervenir dans ces conflits. Par ailleurs, il s'est avéré que les

activités mercenaires sont également liées à d'autres actes illicites à l'échelle internationale, notamment le terrorisme, le trafic des armes et celui des drogues. Il faut donc que les Etats prennent conscience de cette grave situation, que des dispositions concrètes soient prises et des accords précis conclus pour que, tant au niveau du droit international que dans le cadre des législations nationales, soient prises des mesures aussi bien préventives que punitives pour prévenir, réprimer et sanctionner sévèrement les activités mercenaires.

134. Il est recommandé que l'Assemblée générale et les autres organes de l'Organisation des Nations Unies proposent aux Etats Membres d'inscrire dans leur législation nationale, des dispositions qualifiant d'infractions le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, y compris aussi bien les activités menées à partir de leur territoire que le transit de mercenaires à travers celui-ci, ou de mettre à jour les dispositions déjà en vigueur d'interdire à leurs nationaux de servir comme mercenaires, de considérer comme circonstance aggravante la participation à des actes connexes tels que le trafic d'armes, de drogues et de devises et, enfin, de signer des accords prévoyant l'extradition de leurs nationaux à la demande de l'Etat lésé, lorsqu'il est établi que ceux-ci participent ou ont participé à des activités dirigées contre la jouissance des droits de l'homme, sa souveraineté, la stabilité constitutionnelle de son gouvernement et l'autodétermination de son peuple.

135. Bien que l'Afrique australe continue à pâtir de la présence de mercenaires, on assiste manifestement à une évolution favorable propice à l'instauration progressive de la paix sur l'ensemble du territoire de l'Angola, évolution que traduit notamment le processus politique de démocratisation dudit pays. Les mercenaires qui ont participé au conflit interne ont cessé de le faire selon les affirmations même du Gouvernement angolais. Il est donc recommandé d'appuyer le processus d'instauration de la paix dans ce pays, ainsi que la démocratisation en cours, et d'appeler de nouveau, par la même occasion, la communauté internationale à se prononcer en faveur de la défense des droits du peuple angolais et à ne pas relâcher l'attention qu'elle porte au plein respect de son droit à l'autodétermination, à la jouissance des droits de l'homme et au développement.

136. Compte tenu de l'évolution du conflit armé interne au Libéria, il est recommandé d'engager les parties à adopter des mesures de nature à régler le conflit par la voie du dialogue et de la négociation politique, à éviter tout risque d'internationalisation de ce conflit et à s'abstenir de recourir aux services de mercenaires.

137. Le Rapporteur spécial, considérant que le règlement du conflit armé au Mozambique demeure dans une impasse, recommande que soient appuyées les négociations récemment entamées pour mettre fin au conflit et engager le pays dans un processus de réconciliation, de paix, de démocratie et de développement. A ce propos, il convient de se féliciter de l'initiative prise par les Gouvernements du Botswana, de l'Italie et du Zimbabwe de jouer le rôle d'observateurs officiels et de recommander par ailleurs que, comme l'a demandé

le Gouvernement mozambicain, d'autres gouvernements se joignent aux premiers, de manière que les négociations de paix en cours aient plus de chance d'aboutir. Dans le cadre de cette recommandation, le Rapporteur spécial tient à signaler que le Mozambique a été et continue d'être un des pays les plus gravement touchés par la présence active de mercenaires sur son territoire.

138. Malgré les difficultés et les résistances auxquelles il se heurte sur le plan intérieur, le processus de démantèlement du régime d'apartheid en Afrique du Sud qu'encourage le gouvernement du Président De Klerk se poursuit. Néanmoins, ce processus ne doit pas faire oublier qu'il faut punir les crimes commis contre la population majoritaire d'Afrique du Sud pour l'obliger à accepter l'apartheid, crimes auxquels ont participé, au côté de l'appareil répressif de l'Etat, des mercenaires qui bénéficiaient d'une protection politique et policière. Il est donc recommandé que, parallèlement à la nécessité de mettre définitivement un terme au régime de discrimination raciale en Afrique du Sud, en le remplaçant par un système pleinement démocratique, on procède à des enquêtes judiciaires exhaustives sur les actes criminels commis à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique du Sud dans le cadre de l'appui et de la protection apportés au régime d'apartheid, en violation des droits de l'homme de la population sud-africaine et du droit à l'autodétermination des autres peuples africains. Cette recommandation fait ressortir tout spécialement la nécessité d'enquêter sur les mercenaires qui ont participé à des actes criminels manifestes et de prendre contre eux des sanctions judiciaires.

139. Compte tenu de l'évolution du processus de démantèlement du régime d'apartheid et de l'appui dont le Président De Klerk bénéficie, par voie référendaire, de la part de la minorité blanche, il est recommandé d'appuyer ce processus à condition qu'il vise le démantèlement intégral du régime, qu'il se fonde sur la participation pleine et entière de toute la population sud-africaine et qu'il aboutisse à l'instauration d'un système démocratique constitutionnel, sans restriction aucune. La présente recommandation met l'accent sur l'existence d'un risque réel de réversibilité du processus en cours du fait de l'existence de groupes, appartenant à la minorité blanche, qui se sont organisés pour bloquer ce processus, commettre des actes de violence, encourager les affrontements ethniques et empêcher l'égalité de droits civils et politiques. Ces groupes ont recruté des mercenaires connus qui commettent des actes extrêmement violents. De l'avis du Rapporteur spécial, les mesures adoptées à l'échelle internationale contre l'apartheid doivent être maintenues jusqu'à la consolidation de l'ensemble du processus de démocratisation et de détente, au démantèlement total du système de discrimination raciale et à la mise en place d'un système effectivement démocratique garantissant la jouissance pleine et entière des droits de l'homme de toute la population.

140. En ce qui concerne les graves événements qui ont lieu sur le territoire de certains Etats qui faisaient partie de l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie, Etats qui, reconnus comme Membres de l'Organisation des Nations Unies, ont actuellement à faire face à une agression dirigée contre les droits de l'homme et le droit à l'autodétermination de leurs

peuples, il est recommandé de tenir compte de ce que, dans cette guerre, dirigée d'abord contre le territoire de la Croatie, puis contre celui de la Bosnie-Herzégovine, les violations les plus meurtrières des droits de l'homme ainsi que des dispositions les plus élémentaires du droit international humanitaire ont été commises. La communauté internationale doit prendre davantage conscience des atrocités commises contre la population civile - en particulier, à l'heure actuelle, contre la population civile de la Bosnie-Herzégovine - et de la participation à ces graves actes et crimes de mercenaires de diverses nationalités qui participent à cette guerre en quête d'une rémunération de leurs services illicites.

141. Il est également recommandé de demander, par l'intermédiaire de l'Assemblée générale et d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies, des précisions à tous les Etats impliqués dans cette guerre afin de pouvoir déterminer avec précision le statut et le rôle des éléments étrangers qui participent actuellement aux combats et prêtent des services à caractère militaire, dont la présence n'est pas régie par des accords internationaux d'assistance militaire et qui ne font pas partie des forces armées que l'Organisation des Nations Unies a détachées dans cette zone dans le cadre de la FORPRONU. On pourra ainsi établir une distinction entre ceux qui agissent de façon désintéressée en faveur de la paix et les mercenaires qui, agissant sous le couvert de "brigades internationales" ou se faisant passer pour des "volontaires étrangers", ne sont mus que par l'appât du gain.

142. En ce qui concerne la Convention, il est recommandé que l'Assemblée générale engage tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à envisager, dès que possible, l'opportunité de ratifier la Convention ou d'y adhérer. Son entrée en vigueur est nécessaire, parce que sans cet instrument on ne pourra garantir la sécurité des peuples et les mettre à l'abri d'activités mercenaires qui menacent la jouissance pleine et entière de leur droit à l'autodétermination et l'exercice effectif et intégral des droits de l'homme.
